

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون

وزارة الداخلية و الجماعات المحلية و التهيئة العمرانية

تنظيم

لقاء الحكومة مع الولاية

2024



الجماعات المحلية

قاطرة التنمية الوطنية



2024 ديسمبر 25

- قصر الأمم نادي الصنوبر - الجزائر -



interieur. gov.dz





1/ PREAMBULE

La présente réunion Gouvernement/ Walis intervient dans un contexte particulier marqué par l'investiture de Monsieur le Président de la République pour un second mandat, qui sera celui des «grands défis pour le pays», puisqu'il renferme la vision d'une Algérie victorieuse, prospère et dynamique.

Une Algérie nouvelle, qui a réussi, au cours de ces cinq dernières années à amorcer une transition politique, sociale et économique harmonieuse et a franchi par ce cap des étapes remarquables dans le processus de développement du pays et la consolidation des leviers de la relance économique à travers des projets stratégiques devenus aujourd'hui une réalité.

Présentement, il est de notre devoir de s'inscrire dans la continuité et la consolidation des acquis tangibles et indéniables concrétisés ces dernières années et faire face en même temps aux nouveaux défis économiques et sociaux qui exigent la mobilisation de toutes les synergies pour poursuivre la voie des réformes économiques et sociales pour assurer un avenir meilleur à la nation .

Dans ce même contexte, rappelons que le Président de la République a mis l'accent, à travers ses engagements, sur la nécessité d'opérer une refonte totale de la gestion locale et de faire du citoyen un acteur actif dans la gestion des affaires publiques et de lui assurer un cadre de vie de qualité, en sus de renforcer le rôle économique des collectivités locales et d'éliminer définitivement les disparités de développement.

Partant de ce postulat, les collectivités locales se trouvent face à des enjeux et défis majeurs et sont tenues de porter une attitude responsable et engagée pour se positionner dans une trajectoire stable permettant de planifier un avenir prospère des territoires à travers la mise en œuvre des prémisses d'un développement durable et équitable.

Et dans la mesure où les territoires sont les principaux réceptacles des actions des pouvoirs publics en matière de développement socio-économique, il est évident qu'une réunion de haut niveau, regroupant le Gouvernement et les Walis, est considérée comme une étape importante dans le processus de concrétisation de ces aspirations et constitue un espace idoine pour la concertation et la coordination, dans le but de mettre en œuvre et de réaliser les objectifs contenus dans la feuille de route tracée par Monsieur le Président de la République, pour son second mandat.





2/ objectifs et enjeux



En somme, lors de cette réunion Gouvernement/Walis, il s'agira d'examiner et de débattre des voies à suivre ainsi que des moyens à mobiliser en vue de permettre la mise en œuvre, avec rigueur et efficacité, des engagements de Monsieur le Président de la République, lesquels portent sur divers aspects de la vie socio-économique.

Les différentes parties prenantes s'atteleront à sortir avec un programme d'actions à même de permettre la poursuite de la dynamique de développement socioéconomique national et local, en se penchant, notamment, sur une analyse approfondie des contraintes rencontrées lors de la réalisation des différents chantiers ouverts, mais aussi de façon plus prospective sur les défis et perspectives pour répondre avec performance et équité aux besoins de la population et mettre les jalons d'une Algérie victorieuse et qui aspire à devenir un pays émergent à court terme.

Cette feuille de route devra avoir un triple effet car, d'abord, révélatrice des distorsions et dysfonctionnements, puis champ idéal de propositions concrètes pour lever les contraintes au niveau national et local et, enfin, clarifiant la responsabilité des divers acteurs pour agir et rétroagir sur l'ensemble des comportements de la gouvernance à tous les échelons.

Il s'agit de sortir des sentiers battus et d'aborder les goulets d'étranglement et les pistes d'amélioration avec célérité et transparence notamment autour des enjeux suivants :

- Vers une économie productive et diversifiée créatrice de valeur et d'emplois de qualité.
- Vers un capital humain renforcé et mieux préparé pour l'avenir.
- Vers des opportunités d'inclusion pour tous et un lien social consolidé vers des territoires durables et résilients, lieux d'ancre du développement.

Ces enjeux se déclinent comme suit :



Les enjeux économiques :



- Soutenir les initiatives locales susceptibles de libérer toutes les potentialités que recèlent les territoires, nécessaires à l'émergence de PME/PMI, des Start up, et capter les investissements créateurs d'emplois et de richesse, dans des domaines variés (agriculture, tourisme, industrie, services, numérisation)
- La concrétisation des grands projets structurants programmés;
- La promotion des activités économiques productives adaptées aux territoires.
- L'accompagnement et la concrétisation des investissements enregistrés ;
- La création d'emplois, particulièrement dans la sphère économique.
- Faire preuve d'initiative et d'audace pour accélérer le rythme des réalisations, tendant à atteindre la sécurité énergétique, alimentaire et hydrique.



Les enjeux de gouvernance :

- Convergence des efforts entre les acteurs centraux et locaux pour lever les contraintes qui continuent de peser sur le développement local, la relance des investissements, l'achèvement des projets structurants et les mécanismes de financement.
- Consolider l'appareil administratif local, qui sera porteur et cheville ouvrière de la mise en œuvre d'une partie importante des chantiers, en collaboration avec les autres acteurs.



- L'instauration d'une culture de planification des programmes de développement local et modernisation des instruments de leur mise en œuvre dans une optique de cohérence et de complémentarité entre l'échelon local et central et systématiser le processus d'évaluation.
- Renforcement des prérogatives des walis pour superviser l'activité des services déconcentrés de l'Etat, tout en s'assurant de la cohérence et la synergie des actions ;
- Numériser les instruments de gouvernance pour se débarrasser des pesanteurs bureaucratiques, et assurer une meilleure efficacité de l'action publique.
- S'attacher à consacrer une démocratie participative mettant en avant l'inclusivité de la société civile comme acteur clé du système de gouvernance territoriale basée sur une logique de co-construction, de co-élaboration et de co-mise en œuvre de l'action publique.
- Créer des passerelles permettant un travail collaboratif fructueux entre les autorités locales, les services du Médiateur de la République, de l'Observatoire National de la Société Civile et du Haut Conseil de la Jeunesse au profit du bien-être du citoyen.

Les enjeux sociaux :

- Poursuivre les actions de mise à niveau en vue d'atténuer les écarts en matière de développement entre les localités voire entre les Wilayas ;
- Assurer l'équité dans l'accès aux services et prestations de base (Logement, assainissement, AEP, électricité, gaz, télécommunications, santé, éducation, formation, transport, sports, loisirs,.....) ;
- Soutenir les catégories vulnérables.

3/ Ateliers et thématiques proposées

Des ateliers interactifs regroupant les différents participants seront animés d'une manière continue tout au long de cette réunion qui devra déboucher sur une série de recommandations opérationnelles susceptibles de transformer la vision des pouvoirs publics en actions concrètes de développement dans tous les secteurs.





ATELIER 01:

**Les leviers financiers et budgétaires favorisant
un développement socio-économique local équilibré et durable**

ATELIER 02 :

**la sécurité alimentaire et hydrique
enjeux majeurs de la stratégie de développement.**

ATELIER 03 :

**L'économie locale :
les défis à relever pour créer la richesse et l'emploi.**

ATELIER 04 :

**Numérisation et Modernisation des services publics
de proximité : pour une meilleure efficacité
de l'action publique au service du citoyen**

ATELIER 05 :

**Planification et gestion urbaine durable de la ville :
pour assurer aux citoyens un cadre de vie de qualité**



PROGRAMME

1ère Journée : du 24 Décembre 2024

LA MATINEE : Palais des Nations – Club des Pins

- 06h30 – 10H00 :** Accueil et accréditation des participants ;
- 11h00 :** Cérémonie officielle d'ouverture des travaux :
- 11h00 :** Récitation coranique
- 11h10 :** Hymne National,
- 11h15 :** Allocution d'ouverture de Monsieur le Ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire ;
- 11h30 :** **Discours de Monsieur le Président de la République;**
Abdelmadjid Tebboune
- 13h00 :** Communications de Messieurs les Ministres (10 mn)
- 13h00-13h10 :** Intervention de Monsieur le Ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire. BRAHIM MERAD.
- 13h10-13h20 :** Intervention de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche. YOUSSEF CHERFA
- 13h20-13h30 :** Intervention de Monsieur le Ministre du Commerce Intérieur et de la Régulation du Marché National. TAYEB ZITOUNI
- 13h30-13h40 :** Intervention de Monsieur le Ministre de l'Hydraulique. TAHA DERBAL
- 13h40-13h50 :** Intervention de Madame la Ministre, Haut-Commissaire à la Numérisation. Meriem Benmouloud
- 13h50-14h00 :** Intervention de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Algérienne de la Promotion de l'Investissement. Omar Rekkache
- 14h00-15h30 :** **Pause déjeuner**

L'APRES MIDI : Déplacement au Centre International des Conférences CIC

15h30 : Installation des ateliers :

- ATELIER 01 :** Les leviers financiers et budgétaires favorisant un développement socio-économique local équilibré et durable
- ATELIER 02 :** La sécurité alimentaire et hydrique enjeux majeurs de la stratégie de développement.
- ATELIER 03 :** L'économie locale : les défis à relever pour créer la richesse et l'emploi.
- ATELIER 04 :** Numérisation et Modernisation des services publics de proximité : pour une meilleure efficacité de l'action publique au service du citoyen
- ATELIER 05 :** Planification et gestion urbaine durable de la ville : pour assurer aux citoyens un cadre de vie de qualité

2ème Journée : le 25 Décembre 2024

LA MATINEE : Centre International des Conférences CIC

- 08h00-13h00 :** Poursuite des travaux des ateliers et Finalisation des rapports
- 13h00-14h00 :** Pause déjeuner

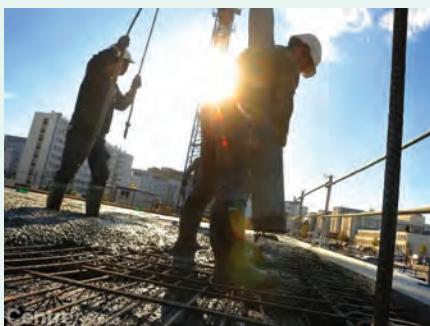
L'APRES MIDI : Déplacement au Palais des Nations, Club des Pins

Reprise officielle des travaux en plénière : Cérémonie de clôture

- 14h30-15h30 :** Restitution et lecture des recommandations issues des travaux d'ateliers;
- 15h30 :** Discours de clôture de Monsieur le Premier Ministre.

ATELIER 01 :

Les leviers financiers et budgétaires favorisant un développement socio-économique local équilibré et durable



Problématique (s) :

La loi organique relative aux lois de finances (La LOLF) n°18-15 du 2 Septembre 2018, a inséré un modèle managérial, tournée vers les résultats de l'action publique et non vers les moyens matériels et humains qu'elle met en œuvre. Néanmoins, plusieurs contraintes ont été rencontrées au niveau central et local, à savoir :

A. Contraintes rencontrées au niveau central :

- L'absence d'un système d'information budgétaire intégré (SIGB), ce qui nécessite l'élaboration et la modification manuelle de tous les documents budgétaires à chaque opération de transfert ou de réaffectation des crédits ou de conversion de postes budgétaires.
- La confusion entre le rôle de responsable de la fonction financière, responsable de programme et responsable d'action et ordonnateur (signature des contrats, établissement des documents contractuels, du service fait et du suivi de l'exécution)
- Les responsables d'actions chargés d'exécuter leur budget, ne disposent pas généralement au niveau de leur service de cadres exerçant dans les domaines du budget, la comptabilité et les marchés publics.
- Absence d'un système informatique centralisé de la gestion du Budget, permettant une coordination sectorielle.



- Le volume important de textes réglementaires, de circulaires et de notes émises par le ministère des Finances concernant la mise en œuvre du budget-programmes, rendant difficile le suivi, la compréhension et l'exécution.
- Le nombre important de nouveaux documents budgétaires.
- Le responsable de l'action a la responsabilité de l'exécution des objectifs tracés sans avoir la qualité d'ordonnateur.
- Ambiguité dans les attributions des responsables de programmes ;
- La gestion avec de nouveaux documents de gestion budgétaire a engendré d'énormes retards dans la réalisation des projets au titre des années 2023 et 2024.

B. Contraintes rencontrées au niveau local :

- Réduction du rôle du wali dans la phase du choix et d'inscription des projets d'investissement : les projets sont inscrits directement au titre des portefeuilles ministériels et répartis sur des programmes gérés par des responsables centraux,
- La centralisation de la gestion : le suivi de la réalisation des projets est dédié aux responsables de programmes au niveau central accompagné d'une délégation directe aux directeurs exécutifs, sans la consultation du wali. Le retrait des pouvoirs du wali concernant les ex plans communaux de développement et leur mise à la disposition du responsable de l'action déconcentrée.
- La délégation à certains directeurs exécutifs, en tant que responsables des actions déconcentrées, le suivi de l'exécution de certains projets stratégiques qui dépassent leurs attributions et les capacités humaines de leurs services,
- Tout changement dans les documents budgétaires des actions déconcentrées, suite à une demande de crédits complémentaires ou bien une transformation de postes, nécessitent un retour à l'administration centrale et un changement de nombreux documents budgétaires qui nécessitent leur soumission pour contrôle au niveau du contrôle budgétaire, ce qui entraîne une perte de temps considérable et un blocage.



Objectif (s) :

- Le renforcement du rôle des walis dans le processus de coordination à la lumière du nouveau cadre budgétaire introduit par la loi organique relative aux lois de Finances n°18-15 du 2 septembre 2018.
- Rompre avec la pratique des programmes de développement synonyme de programmes de financement et s'orienter vers une réelle planification du développement local.
- La mobilisation efficace des leviers financiers et budgétaires pour assurer un développement socio-économique local équilibré et durable.
- Placer la qualité de vie du citoyen, l'équité et la réduction des inégalités au centre d'intérêt lors de la planification des programmes de développement.
- Diversifier les sources de financement des collectivités locales pour leur permettre d'assurer leur développement et de répondre efficacement aux attentes des citoyens.

AXES A DEBATTRE (s) :

- Mettre en place un nouveau mécanisme harmonisé pour le pilotage et l'exécution des programmes de développement local sous l'égide des walis, à travers notamment :
 - Le renforcement du rôle du wali et identification directe et claire de son rôle de superviseur et décideur des opérations d'investissements publics de l'État menées sur son territoire de compétence,
 - Définir précisément la relation entre les différents responsables dans le budget des programmes, notamment entre les walis et les responsables des programmes et des portefeuilles.
 - Renforcer le suivi d'exécution des projets d'investissements publics afin d'en accroître l'efficience et ainsi répondre aux préoccupations locales.
 - Développer un système de gestion budgétaire intégré permettant aux différents intervenants des processus budgétaires d'échanger des données et d'obtenir à tout moment un tableau unique des budgets, des engagements, des dépenses à tous les niveaux.
- Le processus de planification des programmes de développement afin de promouvoir des choix adaptés et précis de politiques économiques et sociales locales, à travers, notamment :



- La mise en place les mécanismes permettant de fédérer les efforts au niveau local et garantir la cohérence et la mobilisation de toutes les ressources en vue d'améliorer l'efficacité de fonctionnement de l'appareil exécutif mis sous l'autorité du wali et d'assurer la prise en charge des besoins de la population, et une meilleure efficacité de l'exécution des programmes et projets du Gouvernement, et accompagner l'investissement économique.
- Animation du processus de réflexion et de planification mené par les communes notamment dans tous les domaines socio- économiques, à l'occasion de l'élaboration de leurs plans communaux de développement.
- Élaboration du Plan de Développement de la wilaya en cohérence avec les Plans communaux de Développement et les plans et programmes déconcentrés de l'Etat.
- Renforcement des efforts de formation des acteurs locaux sur la planification et l'exécution budgétaire.
- Consolider la réforme des finances locales afin de permettre aux collectivités locales d'assurer une partie de leur autonomie financière.
 - Mettre en place des mécanismes de correction de la concentration des ressources financières dans les zones urbaines au détriment des zones rurales ou périphériques.
 - Intégration de critères sociaux et environnementaux dans la répartition des subventions et des programmes de développement.
 - Opter pour un mode de gestion rénové du patrimoine foncier et immobilier des collectivités, qui rationalise les dépenses et optimise les revenus;
 - Une exploitation économiquement avantageuse de l'espace public.
 - Améliorer le recouvrement des taxes et redevances qui reviennent aux collectivités locales ;
 - Exploitation, au niveau de la wilaya, des moyens financiers relevant des différents dispositifs sectoriels existants (pour lesquels le Wali pourrait avoir la fonction d'ordonnateur secondaire/déconcentré) ;
 - Accès aux crédits, notamment pour le financement des projets catalyseurs du développement économique local ;
 - La concession ou l'externalisation de certains services publics (marchés de proximité, la voirie, l'entretien des immeubles, ...) à travers un partenariat avec le secteur privé et avec les organisations de la société civile ;
 - Impulsion et soutien à la solidarité inter-collectivités

ATELIER 02 :

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET HYDRIQUE ENJEUX MAJEURS DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT.



SECURITE ALIMENTAIRE

Problématique(s) :

- La problématique du foncier agricole : la mise en valeur et l'assainissement des dossiers relatifs aux bénéficiaires des terres agricoles dans le cadre du dispositif Accession à la Propriété foncière Agricole.
- La flambée des prix à l'échelle mondiale des céréales et légumineuses.
- Manque de maîtrise de l'itinéraire technique du processus de labours semaines.
- La réticence des agriculteurs à souscrire à une assurance catastrophe naturelle.
- Insuffisance de l'irrigation agricole
- Instabilité de l'approvisionnement du marché et des perturbations des prix concernant la viande blanche
- Augmentation des prix de la viande rouge due à la diminution du cheptel ovin et bovin.
- Divergence entre les données statistiques concernant la production réalisée des produits agricoles de large consommation et l'état des prix de ces produits sur le marché.
- Faiblesse de la filière de transformation agricole.

Objectif (s) :

- Faire émerger des exploitations agricoles performantes techniquement, économiquement, socialement et écologiquement.
- Améliorer l'environnement économique et institutionnel des exploitations agricoles et favoriser leur intégration dans des chaînes de valeur dynamiques et durables.



- Réduire la vulnérabilité de la sécurité alimentaire aux aléas des marchés extérieurs.
- Augmenter les capacités de stockage et développement des infrastructures logistiques pour faciliter le transport des produits agricoles.
- La mise en valeur d'un million d'hectares par irrigation, en particulier dans le Sud, d'ici à 2027.
- Étendre les surfaces de production des cultures stratégiques, telles que le blé dur, le maïs et les plantes oléagineuses.
- Assurer une production nationale dans les industries de transformation et créer de la valeur ajoutée.
- Sécuriser l'agriculture face à une volatilité des ressources en eau et basculer vers une agriculture plus économique.
- Engager les territoires ruraux dans des dynamiques de développement durables et inclusives.

AXES A DEBATTRE (s) :

- Trouver une solution au foncier agricole ainsi que les cadres juridiques devant définir et protéger la propriété foncière, notamment :
 - Assainissement des dossiers relatifs aux bénéficiaires des terres agricoles dans le cadre du dispositif Accession à la Propriété foncière Agricole (APFA).
 - Levée les contraintes qui persistent pour la mise en œuvre de l'arrêté interministériel du 29 novembre 2022 fixant les modalités et les délais de mise en conformité des terrains mis en valeur.
- La modernisation et l'exploitation des technologies modernes, pour faire progresser l'agriculture et le monde rural, ainsi que pour développer l'énorme potentiel agricole du pays, et augmenter les niveaux de production.
- Réaliser l'autosuffisance dans les productions stratégiques à court terme, notamment le blé dur, le maïs jaune et l'orge,
- Le raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique.
- L'extension des superficies irriguées en généralisant l'utilisation de systèmes d'irrigation économies en eau et en exploitant les eaux de surface par la construction de bassins et de barrières d'eau ;
- Organisation des filières agricoles stratégiques (céréales, élevage, viandes, pomme..)
- Créer un environnement favorable pour la nouvelle génération d'ingénieurs agricoles, pour le développement de petites et moyennes entreprises.



- Octroi de crédits bancaires en faveur des agriculteurs, pour la construction de chambres frigorifiques et le stockage des produits agricoles, afin de garantir la stabilité du marché et lutter contre la spéculation.
- Trouver une solution à la hausse des prix des viandes rouges et blanches ;
- Régulation et stabilité du marché du bétail à partir de la filière de l'alimentation du bétail. .
- Mécanismes à mettre en place pour contrôler le marché et parvenir à une cohérence entre la protection des agriculteurs et la préservation du pouvoir d'achat des consommateurs
- Renforcer le contrôle de l'activité des abattoirs agréés et non agréés, ainsi que des marchés à bétail et des points de vente ;
- Renforcer les sanctions pour réduire le phénomène d'abattage des brebis femelles et d'abattage aléatoire en reconSIDérant le cadre juridique qui régit ce domaine
- Encourager les industries de transformation pour absorber les excédents de produits agricoles et la possibilité de s'orienter vers leur exportation comme produits finis –
- Développer des industries manufacturières des matériaux agricoles.
- Établir des mécanismes pour suivre les prix des produits depuis l'agriculteur et tout au long de la chaîne de transformation et de distribution jusqu'au consommateur final, dans le but d'assurer le suivi du parcours des produits agricoles et le contrôle de leurs prix.
- Développer l'irrigation et l'économie de l'eau dans l'agriculture :
 - La coordination et l'harmonisation des politiques eau/agriculture à travers, une planification synchronisée des opérations d'équipements et de l'agriculture, des eaux, de l'énergie et de l'environnement (l'agriculture consomme 70% de l'eau produite).
 - Combattre le phénomène de surexploitation des nappes phréatiques, notamment dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux, et encourager des modes de production collectifs
 - Promouvoir l'adoption des nouvelles techniques d'irrigation économes en eau (hydroponie, système d'irrigation intelligents, goutte à goutte..etc.)
 - Assouplir les procédures d'autorisation de forage, dans le respect de la réglementation en vigueur.
 - La réalisation des grands transferts des eaux destinées à l'irrigation des céréalicultures notamment au niveau des wilayas des hauts plateaux;



SECURITE HYDIQUE

Problématique(s) :

- La raréfaction de la ressource en eau en raison de la sécheresse et du stress hydrique qui sévit dans notre pays depuis quelques années, avec comme conséquence la diminution des réserves des eaux superficielles, l'envasement des barrages et le rabattement des nappes.
- La vétusté des réseaux d'alimentation en eau potable et manque de moyens d'intervention, engendrant des déperditions de la ressource, en dépit des opérations de rénovation des réseaux et des réparations de fuite effectuées.
- L'exacerbation du phénomène des branchements illicites aux réseaux d'AEP (notamment les piquages sur les conduites principales), ce qui conduit à une réduction substantielle des volumes d'eau distribués, ainsi que les perturbations générées sur les réseaux à cause des actes de vol des équipements hydromécaniques et électriques des forages.
- Le gaspillage de la ressource, en raison notamment :
 - De la tarification de l'eau pratiquée notamment pour les grands consommateurs (industries, agriculteurs, administrations).



- Tarification au forfait au niveau de certaines Communes dont la gestion n'a pas été encore transférée à l'ADE (Retard dans l'opération de transfert- Présentement on dénombre 407 Communes réparties à travers 35 Wilayas, dont la gestion des réseaux et des installations relève toujours des Communes).

- Faiblesse de la récupération et la réutilisation des eaux engendrant une consommation effrénée de l'eau par les grands consommateurs.
- Perturbations enregistrées périodiquement au niveau des stations de dessalement des eaux de mer (SDEM).
- Déficit dans les capacités de stockage des eaux dans certaines localités.
- En dépit de l'amélioration substantielle de l'alimentation des stations et des équipements hydrauliques en électricité, il est enregistré des arrêts de pompage des eaux en raison des coupures fréquentes d'électricité, notamment durant la période estivale.
- Retard dans la réalisation des projets inscrits dans le cadre des programmes d'urgence.

Objectif (s) :

- Assurer une desserte pérenne, régulière et équitable en alimentation en eau potable à toute la population tout en assurant une Eau potable 100% conforme aux exigences de qualité des Eaux de consommation humaine.
- Prioriser la mobilisation de ressources pérennes en eau et prise en charge de mesures de protection et de reconstitution des stocks d'eau souterraine.
- La rationalisation de la consommation d'eau ;
- Recourir à des solutions innovantes de mobilisation de la ressource, combinant des solutions pertinentes avec une meilleure interconnexion entre les régions ;
- Assurer l'approvisionnement en eau (potable et d'irrigation) des zones rurales en déficit hydrique (montagne, steppe) et encourager leur gestion durable.
- Prise en charge des mesures volontaristes de protection des bassins versants et oueds contre la pollution et l'assèchement.
- Assoir un modèle de gouvernance de l'eau moderne et performant, tout en veillant à:



- Une visibilité nationale, régulièrement actualisée et améliorée, des besoins et disponibilités sur le long terme ;
- Un engagement de la part de toutes les parties prenantes, soutenus par un cadre réglementaire et de gouvernance adapté ;
- Un financement innovant et plus ambitieux.

AXES A DEBATTRE :

A/ En matière de mobilisation de la ressource hydrique :

- La mise en place, d'une stratégie en faveur de la mobilisation de la ressource hydrique en favorisant le dessalement d'eau de mer
- L'engagement et l'achèvement dans les délais impartis des opérations d'investissement retenues dans le programme d'urgence de sécurisation de l'alimentation en eau potable (tous type d'ouvrage)
- Poursuivre l'exploitation des eaux souterraines par la réalisation de forages en fonction des disponibilités de la ressource hydrique qui jouent un rôle local important non seulement pour l'alimentation en eau potable mais aussi pour le développement de l'irrigation, l'abreuvement du cheptel .
- La réutilisation des eaux usées épurées dans les activités industrielles qui leur conviennent, remplissage des camions de lutte contre les feux de forêts, l'arrosage des espaces verts et dans l'irrigation des cultures....

B/ En matière d'amélioration de la gestion des réseaux :

- Amélioration du rendement des réseaux par le renforcement de l'entretien des infrastructures hydrauliques existantes et l'interconnexion des systèmes.
- Lutter contre le problème de déperdition par le renforcement et l'intensification des opérations liées à la recherche et la réparation des fuites sur les réseaux de production et de distribution, tout en favorisant les systèmes intelligents de détection des fuites.
- Prise en charge de mesures strictes avec les services de sécurité pour l'éradication des branchements frauduleux, des piquages illicites et vols d'eau aux abords des barrages et autres.



C/ En matière de distribution de l'AEP :

- Arrêter un programme de distribution d'eau potable clair et précis en relation avec les collectivités locales et les opérateurs concernés sur la base des disponibilités en ressources hydriques, permettant une desserte régulière et équitable à l'ensemble de la population.
- Mener régulièrement des campagnes de surveillance de la qualité de l'eau.
- Intervenir avec toute la célérité et l'efficacité voulues en vue de lever toute forme de contrainte à l'origine de la rupture ou de la perturbation, en assurant des délais de traitement très courts.

D/ Parachèvement de l'opération de transfert de la gestion de l'AEP des communes vers l'ADE :

- L'intégration des communes restantes, dans le plan de charge de l'ADE, et ce afin d'arriver à l'unité de la gestion du service public de l'eau, tout en assurant un appui financier direct au secteur des ressources en eau pour la mise à niveau et la réhabilitation des réseaux.

E/ sensibilisation des usagers de l'eau :

- Implication des associations des consommateurs dans le processus de sensibilisation des populations à la protection des ressources en eau et à l'économie.

F/ tarif de l'eau :

- L'augmentation des redevances perçues via un relèvement tarifaire et l'augmentation du taux de recouvrement pour le secteur économique. Non seulement des recettes importantes pourraient être générées pour assurer le recouvrement de l'amortissement de l'investissement et des coûts d'exploitations, mais un relèvement de la tarification aurait de surcroît un effet incitatif à l'économie d'eau, dans une logique de préservation des ressources.

G/Moderniser le système de gouvernance de l'eau :

- La mise en œuvre de solutions technologiques innovantes telles que la télégestion des ouvrages, tendent vers une sécurisation de la disponibilité de l'eau de plus en plus concrète.
- Le renforcement des capacités de gestion, portant à la fois sur : les fonctions techniques (télégestion/télécontrôle, détection et réparation des fuites, contrôle qualité de l'eau) et les fonctions commerciales (gestion des abonnés - branchements et compteurs - facturation et recouvrement).

ATELIER 03 :

L'économie locale : les défis à relever pour créer la richesse et l'emploi.





Problématique(s) :

- Après l'instabilité qui a caractérisé la cadre juridique régissant l'investissement, des réformes profondes ont été engagées par Monsieur le Président de la République, qui se sont soldées par la promulgation de deux nouveaux textes législatifs fondamentaux, qui régissent désormais l'acte d'investir en Algérie. Il s'agit en l'occurrence de:
- La loi n°22-18 relative à l'investissement, promulguée le 24 juillet 2022 et ses huit (08) textes d'application.
- La Loi n° 23-17 du 15 novembre 2023 fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement, qui a renvoyé également à 05 décrets exécutifs qui ont été pris en totalité.
- Le décret exécutif n° 22-301 pris en application de la loi n°22-18 suscitée a fixé la liste des localités relevant des zones auxquelles l'Etat accorde un intérêt particulier en matière d'investissement. C'est dire que la nouvelle loi relative à l'investissement s'intéresse également à l'échelon local, qui recèle des atouts et des potentialités importantes à même de contribuer à la relance économique et à la création de la richesse et des emplois.
- Dans ce cadre, les autorités locales sont, à chaque fois, interpellées pour participer à l'effort de la relance et de la diversification de l'économie nationale.
- Toutefois, et en dépit, de ce qui attendu des territoires, la notion du développement de l'économie locale ou le rôle économique des collectivités locales demeure toujours perçu comme étant la seule valorisation du patrimoine des Wilayas et des Communes.
- Il apparait à l'évidence que dans ce nouvel environnement lié à l'acte d'investir, le rôle et les prérogatives des Collectivités locales, ne sont pas suffisamment claires, d'où la nécessité d'ouvrir un débat sur ce sujet.



Objectif (s) :

- Clarifier et préciser le rôle éminemment important que devront jouer les Collectivités locales, dans le nouveau dispositif lié à l'acte d'investir, mis en place.
- Faire en sorte que le développement économique local soit perçu comme une démarche qui implique la participation de l'ensemble des acteurs publics, privés et de la société civile.
- Créer des passerelles entre les prérogatives de l'Etat et celles dévolues aux collectivités locales ;
- Valoriser les ressources locales dormantes et promouvoir les secteurs porteurs de richesse et créateurs d'emplois ;
- Accompagnement et soutien aux petits porteurs de projets (PME/PMI/TPE/Start-Up).
- Créer une économie locale autour des grands projets structurants, à travers notamment le développement de la sous-traitance.

AXES A DEBATTRE :

- La question liée à l'aménagement et la mise en exploitation des micros zones d'activités initiés par les collectivités locales (les Modalités d'attribution du foncier aménagé au niveau des micro-zones d'activités) ;
- Levée les contraintes et les obstacles qui persistent et qui touchent certains projets d'investissement en souffrance (le rôle des comités de Wilayas institués en vertu des dispositions de l'article 24 de la loi n° 23-17 du 15 novembre 2023 fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement.
- En s'inscrivant dans le cadre du principe de la déconcentration, la Wilaya peut jouer un rôle d'échelon intermédiaire et de relais stratégique de l'action de l'Etat en matière économique.
- Les dimensions économiques à intégrer dans les futurs plans de développement locaux.
- En se basant sur l'article 09 de la loi n° 23-17 du 15 novembre 2023, prévoir un dispositif qui permettra d'établir des passerelles et des échanges d'informations entre l'AAPI et les Walis, notamment en ce qui concerne le traitement des demandes de foncier économique.
- Quel rôle peuvent jouer les zones franches pour le développement des industries et la stimulation des échanges commerciaux au niveau régional.



- Le conseil exécutif de la Wilaya peut-il créer des synergies entre les différents acteurs publics et privés présents au niveau des territoires en vue de dynamiser l'investissement économique local autour de la valorisation des ressources locales dormantes.
- Quelle stratégie pour intégrer l'économie parallèle ;
- La problématique de la mise à niveau des zones industrielles et des zones d'activités ;
- Le Rôle de la Caisse de solidarité et de garantie des Collectivités Locales dans le financement des projets créateurs de richesses et d'emplois.



ATELIER 04 :

**Numérisation et Modernisation
des services publics de proximité :
pour une meilleure efficacité
de l'action publique au service
du citoyen.**





Problématique (s) :

- L'administration territoriale joue un rôle central dans la mise en œuvre des politiques publiques et la gestion des affaires locales. Cependant, elle fait face à des défis structurels, opérationnels et éthiques qui entravent son efficacité :
- Une organisation souvent marquée par des lourdeurs bureaucratiques.
- Une répartition inégale des compétences et ressources entre les territoires.
- Un cadre institutionnel qui limite parfois l'autonomie et la responsabilité des walis et des responsables déconcentrés.
- Des attentes croissantes des citoyens et des opérateurs économiques en matière de transparence, de proximité et de modernité.
- L'absence de solutions analytiques avancées et autres outils de visualisation de données, limite la capacité des administrations à exploiter pleinement leurs données pour le suivi des performances, l'évaluation des projets et la prise de décision basée sur des indicateurs précis et dynamiques

L'urgence est donc de moderniser cette administration pour :

- Améliorer la gouvernance territoriale.
- Répondre aux priorités nationales et locales avec efficience.
- Instaurer une administration tournée vers le citoyen, éthique et engagée pour le bien public.
- Faciliter une prise de décision basée sur des indicateurs précis et dynamiques.



Objectif (s) :

- Concrétiser l'administration électronique et la centrer autour des préoccupations du citoyen et de la modernité.
- La numérisation nécessite des investissements importants, tant pour la mise en place des infrastructures que pour la formation des agents publics.
- Assurer que tous les citoyens, indépendamment de leur âge, niveau d'éducation ou localisation, puissent bénéficier de la numérisation des services publics.
- Consolider l'appareil administratif local, qui sera porteur et cheville ouvrière de la mise en œuvre d'une partie importante des chantiers, en collaboration avec les autres acteurs.
- Lutter contre la bureaucratie et la corruption pour garantir une gestion locale plus transparente et efficace.
- Simplifier les démarches administratives, instaurer une administration électronique inclusive et intégrer des solutions numériques innovantes pour rendre les services publics plus accessibles, modernes, transparents, efficaces et adaptés aux besoins des citoyens et investisseurs.
- Valoriser les ressources humaines locales pour améliorer les performances et l'éthique professionnelle.
- Intégrer des outils de business intelligence tels que Power BI pour permettre une analyse approfondie des données, améliorer la transparence, faciliter le suivi des performances, et offrir aux décideurs des tableaux de bord plus interactifs pour une gestion territoriale proactive et efficace.

AXES A DEBATTRE :

1- Transparence et lutte contre la bureaucratie

- Quels mécanismes de contrôle et de suivi pour réduire la bureaucratie et la corruption au niveau local ?
- Comment impliquer les citoyens et les opérateurs économiques dans l'évaluation des performances des administrations locales ?
- Introduire des dispositions spécifiques à la gestion des affaires locales pour prévenir et sanctionner les pratiques abusives dans les administrations territoriales.



2- Réorganisation et adaptation institutionnelle

- Quelles révisions des organigrammes des wilayas sont nécessaires pour intégrer les nouvelles missions et tâches de l'administration territoriale ?
 - Révision des organigrammes des wilayas et communes en modifiant les décrets d'organisation pour intégrer les nouvelles missions liées à la digitalisation, à l'évaluation des performances, et à la gestion axée sur les résultats.
 - Introduire des services spécialisés (p. ex., guichets uniques numériques, unités de gestion de projets territoriaux) à travers l'harmonisation des textes régissant les missions des directions de wilayas avec les nouvelles priorités gouvernementales.

3- Valorisation des ressources humaines locales

- Quels programmes de formation et de motivation pour les cadres locaux ?
- Comment encourager une éthique professionnelle imprégnée des valeurs du service public et du bien commun ?
 - Assurer une gestion des compétences alignée sur les exigences de modernisation (formation continue, évaluation basée sur la performance, mobilité).
 - Élaboration d'une charte nationale d'éthique professionnelle spécifique aux cadres locaux.

4- Éthique et bien public

- Comment intégrer des pratiques éthiques et une culture de la responsabilité dans toutes les dimensions de l'administration territoriale ?
- Quelles incitations à mettre en place pour récompenser les comportements exemplaires ?
 - Intégrer des indicateurs éthiques dans les systèmes d'évaluation des performances, en valorisant les comportements alignés sur les valeurs institutionnelles.
 - Code de déontologie des fonctionnaires de l'administration territoriale.

5- Simplification et modernisation des services publics

- Quelles démarches administratives à simplifier en priorité pour répondre aux attentes des citoyens et des investisseurs ?



- Quels types de solutions numériques sont les plus adaptés aux réalités locales et aux attentes des citoyens ?
- Poursuivre l'adaptation du cadre normatif, réglementaire et organisationnel, impératif indispensable à la transformation numérique et pour mieux protéger les citoyens ;
 - Création des plateformes numériques intégrées pour centraliser les services administratifs et renforcer leur accessibilité.
 - Mettre en place des dispositifs d'encadrement, d'accompagnement et de formation du personnel de l'administration en parallèle avec la dématérialisation des démarches administratives.
 - Imposer la mise à disposition des informations locales (budgets, décisions administratives, projets) dans des formats accessibles et exploitables par l'élaboration d'une loi sur l'accès aux données publiques.
 - Intégration de Solutions Numériques et d'Outils Innovants, tel que les guichets uniques, le suivi électronique des demandes ou les applications mobiles, pour simplifier les interactions avec l'administration, ou encore les systèmes d'archivage numérique rendant les services publics plus accessibles, efficaces et transparents.
 - E-gouvernement : Ce concept inclut l'utilisation des outils numériques modernes pour faciliter l'interaction entre l'État et les citoyens, entreprises et autres institutions. Cela comprend la création de portails numériques, des applications mobiles, et des plateformes d'information.
 - Signature électronique et identités numériques : Ces technologies permettent de sécuriser les démarches en ligne et de garantir l'authenticité, l'intégrité, la non répudiation et la traçabilité des échanges avec les administrations, par la généralisation de l'utilisation du Numéro d'Identification national (NIN) et l'utilisation de la certification électronique et de l'identité numérique.
 - Mettre en place des outils d'aide à la décision, tableaux de bord pour le suivi des performances, outils d'analyse prédictive pour anticiper les besoins locaux.
 - Instaurer une culture numérique au sein des administrations locales en formant les agents publics aux outils modernes et en priorisant le recrutement de profils compétents dans les métiers du digital.



6- Accessibilité et inclusion

- Comment concrétiser l'administration électronique tout en assurant une inclusion numérique dans les zones isolées ?
 - Il est crucial que la numérisation ne crée pas d'exclusion, notamment pour les personnes âgées et vulnérables, celles qui n'ont pas accès à Internet ou celles qui ne sont pas familiarisées avec les nouvelles technologies. Des efforts doivent être consentis pour garantir des solutions alternatives comme des centres d'appels ou des points d'accueil physiques.
 - Accès multicanal et multimodal : La possibilité de choisir le canal et le mode de communication (site web, application mobile, téléphone, guichet physique) selon les préférences et les aptitudes des citoyens-usagers.

7- Gouvernance numérique et transparence

- Coordination : La coordination entre les institutions publiques pour une gouvernance efficace et une prestation de services optimale en adoptant des approches modernes, qui contribue à bâtir une administration transparente, performante et digne de confiance.
- Ouverture des données publiques : La mise à disposition des données publiques (Open Data) permet aux citoyens et aux entreprises d'accéder, en toute sécurité, à une mine d'informations utiles. Cela favorise la transparence, l'innovation et la participation citoyenne.
- Amélioration de la transparence et de la responsabilité : L'usage des technologies numériques dans la gestion publique peut améliorer la traçabilité des décisions administratives et la transparence des actions gouvernementales.

8- Sécurité et protection des données et des infrastructures

- Sécurisation des données des citoyens : Avec la numérisation, il devient essentiel de mettre en place des systèmes de sécurité robustes pour protéger les données sensibles des citoyens contre les cyber attaques et les fuites de données.
- Sécurisation des infrastructures critiques : Les systèmes et installations doivent être protégés contre les menaces potentielles, qu'elles soient d'origine naturelle, technologique, humaine ou malveillante avec la mise en place d'une stratégie de gestion des risques numériques pour assurer la résilience des services face aux menaces numériques.

ATELIER 05 :

**Planification et gestion urbaine durable de la ville :
Pour assurer aux citoyens un cadre de vie de qualité**





Problématique(s) :

Les villes Algériennes connaissent de grandes difficultés liées à la maîtrise de leur croissance en raison des étalements qui s'effectuent au gré de la révision des instruments d'urbanisme (PDAU et POS) pour répondre aux besoins induits par les nouveaux programmes de logement et d'équipement publics, généralement au détriment des terres agricoles et du domaine forestier.

Ces étalements successifs engendrent, souvent, des conurbations avec les agglomérations et des localités avoisinantes, en l'absence totale d'une cohérence urbaine, ce qui complique davantage la gestion urbaine et laisse apparaître des quartiers défavorisés avec comme conséquence l'augmentation de la délinquance.

De plus, l'urbanisation effrénée favorise également les spéculations foncières et immobilières, avec le foisonnement des promotions immobilières privées à l'origine de la création de nouveaux grands ensembles d'habitat collectif très denses.



Par ailleurs, nos villes souffrent présentement du délabrement et de la vétusté des habitations datant de la période coloniale, voire même postcoloniale.

Certes l'Etat a consenti des efforts colossaux pour assurer aux citoyens le droit au logement, toutefois, les grands ensembles urbains ainsi que les lotissements d'habitations individuelles érigés notamment durant les années 1980 n'ont pas été accompagnés par la qualité au plan urbanistique et architectural, ce qui n'offre pas un cadre de vie décent, en termes d'équipements de proximité et de qualité des espaces extérieurs.

Il en est de même des questions environnementales, de la gestion des déchets ménager et de la mobilité urbaine qui sont confrontées à de nombreux défis et contraintes.

Malgré les efforts déployés par l'État et l'existence d'un cadre juridique visant à réguler l'urbanisme et à protéger l'environnement urbain, le tissu urbain de nombreuses villes algériennes connaît certaines dégradations au niveau esthétique et urbanistique, cette situation se manifeste notamment par la prolifération de constructions inachevées et le désordre urbain, affectant ainsi la qualité de vie des habitants et l'image de nos villes.

Les principales problématiques enregistrées en la matière se présentent comme suit :

- Non-respect des délais de réalisation des travaux définis dans le permis de construire ;
- Non-application des sanctions prévues en cas de retard dans l'achèvement des travaux ou de non-conformité avec le permis de construire ;
- Utilisation et exploitation de bâtiments inachevés (vente, location, etc.) sans certificat de conformité ;
- Raccordement des bâtiments inachevés aux différents réseaux publics ;
- Absence de suivi, de coordination et de communication entre les différents secteurs de manière numérique ;
- Insuffisance du suivi et du contrôle sur le terrain et de l'exécution des décisions des autorités administratives.

Aussi, il est important d'ouvrir le débat sur la planification et la gestion urbaine dans toutes ses dimensions (politique, économique, sociale, culturelle et technique).

Objectif (s) :

- Aborder les enjeux et défis de la planification urbaine en Algérie ;
- Renforcer la coordination entre les différents acteurs et intégrer la participation citoyenne dans la gestion urbaine;



- Simplifier et mettre en cohérence le cadre législatif et réglementaire en vigueur;
- Offrir un cadre de vie décent pour le bien-être du citoyen dans un espace urbain harmonieux, équilibré et sécurisé ;
- Rentabiliser les enclaves existantes pour résorber le déficit en équipements intégrés et les accompagner dans le respect des caractéristiques du site ;
- Réaliser un aménagement extérieur conséquent (trottoirs, cheminements piétons, espaces verts, jardins, aires de jeux, parkings, éclairage public et d'ambiance) ;
- Examiner les modalités de la reconstruction de la ville sur elle-même (les projets de rénovations urbaines).
- Maîtrise du phénomène de la saturation urbaine.
- Une gestion plus judicieuse des périphéries urbaines et de leurs disponibilités foncières.

AXES A DEBATTRE :

- Refonte du cadre juridique régissant l'aménagement et l'urbanisme ;
- Actualisation des instruments d'aménagement et de l'urbanisme (PAW, PDAU et POS) ;
- La police de l'urbanisme ;
- Gestion du foncier urbain dans le cadre de la nouvelle vision des réformes économiques engagées : rôle de l'Agence Nationale du Foncier Urbain ;
- Le rôle de l'e-gouvernance dans le développement de la gestion des services publics ;
- Renforcer les capacités institutionnelles et techniques des autorités locales
- Achèvement et mise en conformité des constructions ; régularisation, requalification, réhabilitation, restauration, restructuration et résorption de l'habitat précaire ;
- L'urbanisme commercial
- Le système d'information de gestion des réseaux divers : Les différents réseaux souterrains (eau, électricité, gaz, téléphone et internet...).

● Le traitement de la problématique des constructions inachevées

- Contrôle rigoureux des bâtiments pour s'assurer de leur conformité aux normes avant leur raccordement aux services publics ;
- Démolition ou régularisation : possibilité de démolir les constructions illégales ou d'autoriser leur régularisation par le biais d'une demande de permis de construire modificatif ;



- Régularisation par des amendes : imposition d'amendes pécuniaires tout en offrant des facilités aux contrevenants pour régulariser leur situation.
- Arrêt immédiat des travaux en cas de constatation d'infractions et notification aux contrevenants par des procès-verbaux officiels, avec possibilité de régularisation ou de démolition.

- **Assurer la qualité et le renouvellement de la forme urbaine par :**

- Une maîtrise foncière ;
- Une planification urbaine et des documents d'urbanisme pertinents et respectés ;

- **Mettre la ville « hors risques » par :**

- Des mesures de prévention, de protection et de gestion ;
- Des plans de prévention pour chaque type de risque dans les villes ;
- Des mesures de limitation d'impacts des risques récurrents et des plans d'intervention.

- **Lutter contre les exclusions et les marginalisations et mettre à niveau les « Zones Urbaines à Handicaps » :**

- Réduire les quartiers d'exclusion (Zones Urbaines à Handicaps) en assurant un niveau de services et d'équipement équitable,
- Mettre en œuvre une politique de logement adaptée (logement social et résorption de l'habitat précaire)
- Incrire l'ensemble des quartiers dans le fonctionnement de la ville et en luttant contre la ségrégation urbaine.

- **La requalification des quartiers périphériques :**

- Réhabilitation des grands ensembles et résorption de l'habitat insalubre ;
- Mise à niveau des équipements et services de base (raccordement aux réseaux AEP et d'assainissement, éducation, santé, sports, culture etc.) ;
- Réaffectation des immeubles abandonnés, en vue de les réintégrer dans le fonctionnement urbain ;
- Structuration du tissu urbain, intégration urbaine et aménagement des espaces publics : voirie, espaces verts, reconquête des friches urbaines ;



- **L'embellissement des villes (la qualité de la ville) :**

- Gestion de l'environnement et hygiène publique : gestions des déchets ménagers, pollutions urbaines, espaces verts et gestion des espaces publics, qualité paysagère, protection et valorisation patrimoniale,

- **La réhabilitation, la mise en valeur et l'entretien des espaces publics ;**

- La protection et la mise en valeur des paysages urbains (naturels et bâties) avec la mise en place de plans de paysages urbains inclus dans les documents d'urbanisme et leurs prescriptions (PDAU, POS) ;
- L'entretien ou la création de parcs et jardins, par des plantations urbaines (alignements d'arbres etc.), par la valorisation des espaces non urbanisés ;
- La mise en place de réseaux d'assainissement et un ramassage des ordures performants permettant de limiter les pollutions et nuisances.
- Les voies et moyens pour promouvoir les filières potentielles de l'économie circulaire ; une filière économique génératrice de richesse et pourvoyeuse d'emploi (collecte, tris, valorisation), permettant ainsi d'assurer un service public rentable de qualité et contribuer à la promotion de l'économie locale.

- **Le rattrapage et l'intégration des zones urbaines à handicaps :**

- La résorption de l'habitat précaire et la réalisation de logements sociaux.
- La réalisation des équipements de base (raccordement aux réseaux AEP et d'assainissement un ramassage des déchets correspondant aux besoins des quartiers) ;
- L'accès aux équipements collectifs (éducation, santé, sports, culture ...) ;
- L'intégration urbaine de ces quartiers au reste de la ville.



- إنجاز التجهيزات القاعدية (الربط بشبكات المياه الصالحة للشرب والصرف الصحي، وجمع النفايات بما يتوافق مع احتياجات الأحياء)؛
- الوصول إلى التجهيزات الجماعية (التعليم، الصحة، الرياضة، الثقافة، إلخ)؛
- الاندماج العمراني لهذه الأحياء مع بقية المدينة.





- الحد من الأحياء المحرومة (مناطق حضرية ذات إعاقة) من خلال ضمان مستوى عادل من الخدمات والتجهيزات،

- تنفيذ سياسة إسكان مكيفة (السكن الاجتماعي والحد من السكن غير اللائق)

- إشراك جميع الأحياء في سير المدينة ومكافحة التمييز العنصري.

● إعادة تأهيل الأحياء المجاورة :

- إعادة تأهيل المجمعات الكبرى والحد من السكنات غير الصحية.

- تحديث التجهيزات والخدمات الأساسية (الربط بشبكات المياه والصرف الصحي، والتعليم، والصحة، والرياضة، والثقافة، وما إلى ذلك)؛

- إعادة تخصيص المباني المهجورة بهدف إعادة دمجها في السير العنصري.

- هيكلة النسيج العنصري والاندماج العنصري وتهيئة الفضاءات العمومية: الطرق والمساحات الخضراء وإعادة تأهيل الأراضي الحضرية غير المستعملة.

● تجميل المدن (جودة المدينة) :

- التسier البيئي والنظافة العمومية : تسير النفايات المنزلية، التلوث العنصري، المساحات الخضراء وتسيير الفضاءات العمومية، جودة المناظر الطبيعية، حماية وتعزيز التراث،

- إعادة تأهيل الفضاءات العمومية وتنميتها وصيانتها؛

- حماية وتنمي المناظر العصرانية (الطبيعية والمبنية) من خلال وضع مخططات المناظر المدرجة في وثائق التعمير (PDAU، POS)؛

- صيانة أو إنشاء المتنزهات والحدائق، من خلال التشجير الحضري (محاذاة الأشجار، وما إلى ذلك)، من خلال تشييد المساحات غير الحضرية؛

- إنشاء شبكات صرف صحي وجمع القمامات بصفة فعالة للحد من التلوث والإزعاجات.

- طرق ووسائل تعزيز القطاعات المحتملة للاقتصاد الدائري؛ قطاع اقتصادي يولد الثروة ويوفر فرص العمل (الجمع والفرز والتنمية)، وبالتالي ضمان مرافق عمومي مربحة وعالى الجودة والمساهمة في ترقية الاقتصاد المحلي.

● التعويض عن التأخير ودمج المناطق الحضرية المحرومة :

- الحد من السكن غير اللائق وإنجاز السكن الاجتماعي.



- شرطة العمران.
- تسيير العقار الحضري في إطار الرؤية الجديدة للإصلاحات الاقتصادية المتخذة : دور الوكالة الوطنية للعقار الحضري.
- دور الحكومة الإلكترونية في تطوير تسيير المرافق العمومية.
- تعزيز القدرات المؤسساتية والتقنية للجماعات المحلية.
- إقمام وتطابق البنيات مع المعايير و التسوية و إعادة التأهيل و الترميم و التجديد و إعادة الهيكلة والقضاء على السكن غير اللائق.
- التعمير التجاري.
- نظام معلوماتي لتسخير مختلف الشبكات : الشبكات الأرضية المختلفة (مياه، كهرباء، غاز، هاتف، إنترنت، وغيرها).
- معالجة إشكالية البناء الغير مكتملة:
- الرقابة الصارمة على المبني لضمان مطابقتها للقوانين قبل ربطها بالخدمات العامة;
- الهدم أو التسوية: يمكن اللجوء إلى الهدم أو السماح بتسوية المخالفات عبر طلب رخصة بناء تعديلية;
- التسوية من خلال الغرامات: فرض غرامات مالية مع تقديم تسهيلات للمخالفين لتسوية وضعيتهم.
- إيقاف الأعمال فوراً في حالة اكتشاف المخالفات وإشعار المخالفين وتوثيق المخالفات عبر محاضر رسمية مع إمكانية التسوية أو الهدم.
- ضمان جودة الشكل العماني وتتجديده من خلال :
 - التحكم في العقار.
 - التخطيط العماني وووثائق التخطيط العماني ذات الصلة والمتحرمة.
- وضع المدينة «بعيداً عن المخاطر» من خلال:
 - تدابير الوقاية والحماية والتسيير;
 - مخططات الوقاية لكل نوع من أنواع المخاطر في المدن.
 - إجراءات الحد من آثار المخاطر المتكررة ومخططات التدخل.
- مكافحة الإقصاء والتهبيش وتطوير «المناطق الحضرية المحرومة»:



رخصة البناء:

- استغلال البنىيات غير المنتهية وكذا الانتفاع منها بكل الأشكال (البيع، الكراء ... إلخ) دون الحصول على شهادة المطابقة؛
- ربط البنىيات غير المنتهية بمختلف الشبكات العمومية،
- غياب المتابعة والتنسيق والتواصل بين القطاعات بالطريقة الرقمية؛
- قصور في المتابعة والرقابة الميدانية وتنفيذ قرارات السلطات الإدارية.
- لذلك من المهم فتح النقاش حول التخطيط والتسخير الحضري بكافة أبعادها (السياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والتقنية).

الأهداف

- معالجة رهانات وتحديات التخطيط العمراني في الجزائر.
- تعزيز التنسيق بين مختلف الجهات الفاعلة ودمج مشاركة المواطنين في التسخير العمراني.
- تبسيط الإطار التشريعي والتنظيمي المعمول به وتحقيق تناصه.
- توفير بيئة معيشية كريمة لرفاهية المواطنين في فضاء عمراني متناغم ومتوازن وآمن.
- استغلال الفضاءات الحالية لتقليل العجز في التجهيزات المدمجة و الداعمة مع احترام خصائص الموقع.
- إنجاز تهيئة خارجية شامل (الأرصفة، ومسارات المشاة، والماسحات الخضراء، والحدائق، فضاءات اللعب، ومواقف السيارات، والإنارة العمومية).
- دراسة سبل إعادة بناء المدينة على نفسها (مشاريع التجديد العمراني).
- التحكم في ظاهرة الازدحام العمراني.
- التسخير العقلاني للمناطق العمرانية ومواردها العقارية المتاحة.

محاور النقاش

- إعادة النظر في الإطار القانوني الذي ينظم التهيئة والتعمير.
- تحديث أدوات التهيئة و التعمير (مخطط التهيئة الولائي، المخطط التوجيهي للتهيئة و التعمير، مخطط شغل الأراضي).



الإشكاليات

تواجه المدن الجزائرية صعوبات كبيرة في التحكم في نموها بسبب التوسيع العمراني نتيجة لتعديل أدوات التخطيط التعميري (المخطط التوجيهي للتهيئة و التعمير و مخطط شغل الأراضي) لتلبية الاحتياجات الناجمة عن البرامج الجديدة للسكن والتجهيزات العمومية، عموما على حساب الأراضي الفلاحية والدومين الغابي.

هذه التوسعات العمرانية غالباً ما تنجر عنها تجمعات عمرانية غير متجانسة مع المدن والمناطق المجاورة، في ظل غياب تام للتجانس العمراني، مما يزيد من تعقيد التسيير العمراني ويسمح بظهور أحياe محرومة مع ما يترب على ذلك من زيادة الانحراف.

وبالإضافة إلى ذلك، فإن التعمير السريع يشجع أيضاً على المضاربة العقارية، مع انتشار الترقيات العقارية الخاصة التي تؤدي إلى إنشاء مجمعات سكنية جماعية جديدة كبيرة وكثيفة للغاية. علاوة على ذلك، تعاني مدننا حاليا من التدهور وتداعي المنازل التي تعود إلى فترة الاستعمار، أو حتى ما بعد الاستعمار.

من المؤكد أن الدولة بذلت جهوداً كبيرة لضمان حق المواطنين في السكن، إلا أن المجمعات العمرانية الكبرى وكذلك تجزئات السكن الفردي التي أقيمت بشكل خاص خلال الثمانينات لم تصاحبها الجودة في التخطيط الحضري والمعماري، الأمر الذي لا يسمح بتوفير بيئة معيشية لائقة، من حيث التجهيزات الجوارية ونوعية المساحات الخارجية.

وينطبق الشيء نفسه على المسائل البيئية وتسخير النفايات المنزليه والتنقل الحضري التي تواجه العديد من التحديات والعراقيل.

كما يشهد المحيط الحضري في العديد من المدن الجزائرية بعض التدهورات على مستوى الصورة الجمالية والعمرانية، تمثل في ظاهرة البناءات غير المكتملة وانتشار الفوضى العمرانية، مما يؤثر سلباً على جمال مدننا وعلى جودة حياة سكانها.

من أهم الإشكاليات المطروحة:

- عدم احترام آجال إنجاز الأشغال المحددة في رخصة البناء؛
- عدم تطبيق الإجراءات المتعلقة بالعقوبات الخاصة بالتأخر في إتمام أشغال البناء أو مخالفته

الورشة 05

**التخطيط و التسيير العمراني المستدام
للمدينة : لضمان بيئة حياة ذات جودة
لفائدة المواطنين**



- الوصول عبر قنوات متعددة وأساليب متعددة: إمكانية اختيار القناة وطريقة التواصل (موقع إلكتروني، تطبيق موبايل، هاتف، شباك فعلي) وفقاً لفضائل وقدرات المواطنين والمستفيدين.

7. الحكومة الرقمية والشفافية

- التنسيق: ضمان التنسيق بين المؤسسات العمومية من أجل حوكمة فعالة وتقديم خدمات مثلى من خلال تبني أساليب حديثة، مما يساهم في بناء إدارة شفافة، فعالة وجديرة بالثقة.
- إتاحة البيانات العامة: يتيح نشر البيانات العامة (Open Data) للمواطنين والمؤسسات، الوصول الآمن إلى كل هائل من المعلومات المفيدة، مما يعزز الشفافية، الابتكار ومشاركة المواطنين.
- تحسين الشفافية والمسؤولية: يمكن لاستخدام التقنيات الرقمية في الإدارة العمومية أن يحسن من تتبع القرارات الإدارية وزيادة شفافية قرارات الحكومة.

8. الأعن وحماية البيانات والبني التحتية:

- حماية بيانات المواطنين: مع الرقمنة، أصبح من الضروري وضع أنظمة أمن قوية لحماية البيانات الحساسة للمواطنين من الهجمات الإلكترونية وتسريبات البيانات.
- تأمين البنى التحتية الحيوية: يجب حماية الأنظمة والمراافق من التهديدات المحتملة، سواء كانت طبيعية، تكنولوجية، بشرية أو عدائية، من خلال وضع استراتيجية لإدارة المخاطر الرقمية لضمان مرونة الخدمات في مواجهة التهديدات السيبرانية.



5. تبسيط وعصرنة الخدمات العمومية:

ما هي الإجراءات الإدارية التي يجب تبسيطها كأولوية لتلبية تطلعات المواطنين والمستثمرين؟

ما هي أنواع الحلول الرقمية الأكثر توافقاً مع الواقع المحلي وتطلعات المواطنين؟

- متابعة تكيف الإطار المعياري والقانوني والتنظيمي باعتباره ضرورة لابد منها للتحول الرقمي ولتعزيز حماية المواطنين.

- إنشاء منصات رقمية متكاملة لتجميع الخدمات الإدارية وتعزيز إمكانية الوصول إليها.

- وضع آليات للإشراف والمراقبة وتكوين موظفي الإدارة بالتوافق مع رقمنة الإجراءات الإدارية.

- إلزامية إتاحة المعلومات المحلية (الميزانيات، القرارات الإدارية، المشاريع) بصيغ متاحة للجميع وقابلة للاستغلال من خلال صياغة قانون يتعلق بالوصول إلى البيانات العامة.

- دمج الحلول الرقمية والأدوات المبتكرة مثل الشباك الموحد، والمتابعة الإلكترونية للطلبات، أو التطبيقات المحمولة لتبسيط التفاعل مع الإدارة، بالإضافة إلى أنظمة الأرشيف الرقمية التي تجعل الخدمات العمومية أكثر سهولة وكفاءة وشفافية.

- الحكومة الإلكترونية: يشمل هذا المفهوم استخدام الأدوات الرقمية الحديثة لتسهيل التفاعل بين الدولة والمواطنين والشركات والمؤسسات الأخرى. ويشمل ذلك إنشاء بوابات رقمية، وتطبيقات الهاتف المحمولة، ومنصات المعلومات.

- التوقيع الإلكتروني والهويات الرقمية: تسمح هذه التقنيات بتأمين الإجراءات عبر الإنترن트 وضمان المصداقية، والنزاهة، وعدم التناصل، وتتبع التبادلات مع الإدارات، من خلال تعليم استخدام الرقم الوطني للتعرف (NIN) واستخدام التصديق الإلكترونية والهويات الرقمية.

- وضع أدوات مساعدة في اتخاذ القرار، مثل لوحات القيادة متابعة الأداء، وأدوات التحليل التنبؤية لاستباق الاحتياجات المحلية.

- ترسیخ ثقافة رقمية داخل الإدارات المحلية من خلال تكوين الموظفين العموميين على الأدوات الحديثة وإعطاء الأولوية لتوظيف الكفاءات المتخصصة في المجال الرقمي.

6. تعليم الاستفادة من الخدمات الرقمية :

كيف يمكن تحقيق الإدارة الإلكترونية مع ضمان الشمول الرقمي في المناطق النائية؟

- من الضروري أن لا تؤدي الرقمنة إلى خلق استبعاد، خاصة بالنسبة للأشخاص المسنين وال FEMA النساء الضعيفة، أولئك الذين لا يمكنهم الوصول إلى الإنترن特 أو الذين لا يجيدون التعامل مع التقنيات الحديثة. يجببذل جهود لضمان توفير حلول بديلة مثل مراكز الاتصال أو نقاط الاستقبال الفعلية.



3. تعزيز الموارد البشرية المحلية

ما هي برامج التكوين والتحفيز المناسبة للإطارات المحلية؟

كيف يمكن تشجيع أخلاقيات مهنية تعتمد على قيم الخدمة العمومية والمصلحة العامة؟

- ضمان تسيير الكفاءات وفقاً لمتطلبات العصرنة (التكوين المستمر، التقييم المبني على الأداء، الحركية)

- إعداد ميثاق وطني للأخلاقيات المهنية مخصص للإطارات المحلية.

4. الأخقيات والمصلحة العامة:

كيف يمكن دمج الممارسات الأخلاقية وثقافة المسؤولية في جميع جوانب الإدارة الإقليمية؟

ما هي الحوافز التي يجب وضعها لمكافأة السلوكيات المثلية؟

- دمج مؤشرات أخلاقية في أنظمة تقييم الأداء، مع تشمين السلوكيات المتواقة مع القيم المؤسساتية.

- إعداد مدونة أخلاقيات المهنة للموظفين في الإدارة الإقليمية.



الأهداف :

- تجسيد الإدارة الإلكترونية وجعلها تتمحور حول اهتمامات المواطن ومتطلبات العصرنة.
- تستدعي الرقمنة استثمارات هامة سواء لإنشاء البنى التحتية أو لتكوين الأعوان العموميين.
- ضمان استفادة جميع المواطنين، بغض النظر عن أعمارهم أو مستويات تعليمهم أو موقعهم الجغرافي، من رقمنة الخدمات العمومية.
- تعزيز الجهاز الإداري المحلي ليكون داعماً ومحركاً رئيسياً لتنفيذ جزء كبير من المشاريع بالتعاون مع باقي الفاعلين.
- مكافحة البيروقراطية والفساد لضمان إدارة محلية أكثر شفافية وفعالية.
- تبسيط الإجراءات الإدارية، إنشاء إدارة إلكترونية شاملة، ودمج حلول رقمية مبتكرة لجعل الخدمات العمومية متاحة بسهولة وأكثر حداثة، شفافية، كفاءة، وملاءمة لاحتياجات المواطنين والمستثمرين.
- تعزيز الموارد البشرية المحلية لتحسين الأداء والأخلاق المهنية.
- دمج أدوات ذكاء الأعمال مثل BI لتمكين تحليل عميق للبيانات، تحسين الشفافية، تسهيل متابعة الأداء، وتزويد صانعي القرار بلوحات القيادة أكثر تفاعلية من أجل إدارة إقليمية استباقية وفعالة.

محاور للنقاش :

1. الشفافية ومكافحة البيروقراطية:

- ما هي آليات الرقابة والمتابعة للحد من البيروقراطية والفساد على المستوى المحلي؟
- كيف يمكن إشراك المواطنين والفاعلين الاقتصاديين في تقييم أداء الإدارات المحلية؟
- إدراج أحكام خاصة بإدارة الشؤون المحلية لمنع ومعاقبة الممارسات التعسفية في الإدارات الإقليمية.

2. إعادة التنظيم والتكييف المؤسسي:

- ما هي التعديلات الالزمة على الهياكل التنظيمية للولايات لدمج المهام الجديدة للإدارة الإقليمية؟
- مراجعة الهياكل التنظيمية للولايات والبلديات من خلال تعديل الممارسات التنظيمية لدمج المهام الجديدة المتعلقة بالرقمنة، تقييم الأداء، والإدارة المبنية على النتائج.
 - استحداث خدمات متخصصة (مثل الشبابيك الرقمية الموحدة، ووحدات إدارة المشاريع الإقليمية) من خلال ملائمة النصوص التي تنظم مهام مديريات الولايات مع الأولويات الجديدة للحكومة.



الإشكالية :

تتميز الإدارة الإقليمية بدورها المركزي في تنفيذ السياسات العامة وإدارة الشؤون المحلية، غير أنها تواجه تحديات هيكلية وعملية وأخلاقية تحد من فعاليتها، لاسيما:

- تنظيم غالباً ما يتسم بالبيروقراطية.
- توزيع غير عادل للكفاءات والموارد بين الأقاليم.
- إطار مؤسسي يحد أحياناً من استقلالية ومسؤولية المسؤولين المحليين.
- احتياجات متزايدة للمواطنين والفاعلين الاقتصاديين فيما يتعلق بالشفافية والجوارية والعصرنة.
- غياب الحلول التحليلية المتقدمة وأدوات تصور البيانات الأخرى يحد من قدرة الإدارات على استغلال بياناتها بشكل كامل لمتابعة الأداء، وتقييم المشاريع، واتخاذ القرارات بناءً على مؤشرات دقة وдинاميكية.

لذلك، أصبح من الضروري تحديث هذه الإدارة من أجل:

- تحسين الحكومة الإقليمية.
- الاستجابة للأولويات الوطنية والمحلية بفعالية.
- تكريس إدارة موجهة لخدمة المواطن ومبنية على الأخلاقيات وملتزمة بالصالحة العامة.
- تسهيل اتخاذ القرارات بالاعتماد على مؤشرات دقة وديناميكية.

الورشة 04

**الرقمنة وعصرنة الخدمات العمومية
الجوارية من أجل كفاءة أحسن للنشاط
العمومي في خدمة المواطن**





- ما هي استراتيجية دمج الاقتصاد الموازي؟
- إشكالية تطوير المناطق الصناعية ومناطق النشاط.
- دور صندوق التضامن والضمان للجماعات المحلية في تمويل المشاريع التي تخلق الثروة و مناصب العمل.





الأهداف :

- توضيح وتحديد الدور المهم للغاية الذي سيتعين على الجماعات المحلية أن تلعبه في ظل الإطار الجديد المتعلق بالاستثمار.
- التأكيد على مقاربة التنمية الاقتصادية المحلية التي تسمح بمشاركة جميع الفاعلين العموميين والخواص والمجتمع المدني.
- وضع جسور بين صلاحيات الدولة والجماعات المحلية.
- تثمين الموارد المحلية غير المستغلة وترقية القطاعات المنتجة للثروة ومناصب الشغل.
- مرافقة ودعم أصحاب المشاريع الصغيرة (المؤسسات الصغيرة و المتوسطة، الصناعات الصغيرة و المتوسطة، المؤسسات الصغيرة جدا، المؤسسات الناشئة).
- خلق اقتصاد محلي يتمحور حول هيكلة المشاريع الكبرى، ولا سيما من خلال تطوير المناولة.

محاور النقاش :

- المسألة المتعلقة بتسيير واستغلال مناطق النشاط المصغرة التي بادرت بها الجماعات المحلية (شروط منح العقار المهيأ على مستوى مناطق النشاط المصغرة).
- إزالة العرقل والعقبات المستمرة التي تؤثر على بعض المشاريع الاستثمارية المتأخرة (دور اللجان الولائية المحدثة بمقتضى أحكام المادة 24 من القانون رقم 23-17 المؤرخ في 15 نوفمبر سنة 2023 الذي يحدد شروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع للأملاك الخاصة للدولة الموجه لإنجاز مشاريع استثمارية).
- في إطار مبدأ عدم التركيز، يمكن للولاية أن تلعب دورا الوسيط والمتابع الاستراتيجي لعمل الدولة في المسائل الاقتصادية.
- الأبعاد الاقتصادية الواجب دمجها مستقبلا في مخططات التنمية المحلية.
- استنادا إلى المادة 09 من القانون رقم 23-17 المؤرخ في 15 نوفمبر سنة 2023، وضع آلية تسمح بتمكين الجسور وتبادل المعلومات بين الوكالة الجزائرية لتنمية الاستثمار والولاية، خاصة فيما يتعلق بمعالجة طلبات العقار الاقتصادي.
- ما هو الدور الذي يمكن أن تلعبه المناطق الحرة في تطوير الصناعة وتنشيط المبادرات التجارية على المستوى الجهوي؟
- هل يستطيع المجلس التنفيذي للولاية خلق تضافر بين مختلف الفاعلين العموميين والخواص على المستوى الإقليمي بهدف تشجيع الاستثمار الاقتصادي المحلي حول تثمين الموارد المحلية غير المستغلة؟



الإشكاليات :

بعد حالة عدم الاستقرار التي عرفها الإطار القانوني الذي ينظم الاستثمار، باشر السيد رئيس الجمهورية في إصلاحات عميقية، أسفرت عن إصدار نصين تشريعيين أساسين جديدين، ينظمان الاستثمار في الجزائر. يتعلق الأمر بـ :

- القانون رقم 18-22 المتعلق بالإستثمار الصادر في 24 يوليو سنة 2022 و نصوصه التنظيمية (08) الثمانية.

- القانون رقم 17-23 المؤرخ في 15 نوفمبر سنة 2023 الذي يحدد شروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع للأملاك الخاصة للدولة الموجه لإنجاز مشاريع استثمارية، والذي أحال أيضا على خمسة 05 مراسيم تفاصيلية تم إصدارها.

حيث حدد المرسوم التنفيذي رقم 301-22 الصادر تنفيذا للقانون رقم 18-22 المذكور أعلاه، قائمة المواقع التابعة للمناطق التي توليها الدولة أهمية خاصة في مجال الاستثمار، وهذا يعني أن القانون الجديد المتعلق بالاستثمار يركز أيضا على المستوى المحلي الذي يزخر بمقومات و مزايا وإمكانيات كبيرة قادرة على المساهمة في الانتعاش الاقتصادي وخلق الثروات وفرص العمل.

وفي هذا الإطار، فإن السلطات المحلية مدعوة، في كل مرة، إلى المشاركة في جهود إنعاش وتنويع الاقتصاد الوطني.

ومع ذلك، وعلى الرغم مما هو متوقع من الأقاليم، فإن مفهوم تنمية الاقتصاد المحلي أو الدور الاقتصادي للجماعات المحلية لا يزال يُنظر إليه على أنه التثمين لممتلكات الولايات والبلديات. ومن الواضح أنه في هذه البيئة الجديدة المرتبطة بالاستثمار، فإن دور وصلاحيات الجماعات المحلية ليست واضحة بما فيه الكفاية، وعليه فإنه من الضروري فتح نقاش حول هذا الموضوع.

الورشة 03

الاقتصاد المحلي : التحديات لخلق الثروة وفرص الشغل





و/ تسعير المياه:

- زيادة الأتاوات المحصلة عن طريق زيادة الأسعار وزيادة معدل التحصل في القطاع الاقتصادي. ولا يقتصر الأمر على ماينجر عنه من إيرادات هامة لضمان تغطية اهتلاك الاستثمار وتکاليف الاستغلال فحسب، بل إن زيادة الأسعار سيكون لها أيضاً تأثير لتحفيز توفير المياه، في إطار منطق الحفاظ على الموارد.

ز/ عصرنة نظام حوكمة المياه:

- إن تنفيذ الحلول التكنولوجية المبتكرة مثل إدارة المنشآت عن بعد، يهدف إلى تأمين توفر المياه بشكل متزايد وملموس.
- تعزيز قدرات التسيير، التي تشمل على حد سواء: الوظائف الفنية (إدارة المنشآت عن بعد / التحكم عن بعد، كشف التسرب وإصلاحه، مراقبة جودة المياه) والوظائف التجارية (إدارة المشتركيين - الربط والعدادات - الفوترة والتحصيل).



- الاستمرار في استغلال المياه الجوفية من خلال حفر الآبار حسب توفر الموارد المائية التي تلعب دورا محليا هاما ليس فقط لتوفير مياه الشرب ولكن أيضا لتطوير الري وسقي الماشية.
- إعادة استخدام المياه المستعملة المعالجة في الأنشطة الصناعية وملء شاحنات مكافحة حرائق الغابات وري المحاصيل وغيرها.

ب / فيما يتعلق بتحسين تسيير الشبكات:

- تحسين أداء الشبكات من خلال تعزيز صيانة البنى التحتية الهيدروليكيه الموجودة والربط بين الأنظمة.
- مكافحة مشكلة الضياع من خلال تعزيز وتكثيف العمليات المرتبطة بالبحث عن التسربات وإصلاحها في شبكات الإنتاج والتوزيع، مع تعزيز الأنظمة الذكية للكشف عن التسربات.
- إتخاذ الإجراءات الردعية مع الأجهزة الأمنية للقضاء على عمليات الربط الاحتيالية و غير المشروعة وسرقة المياه في محيط السدود وغيرها.

ج / فيما يتعلق بتوزيع المياه الصالحة للشرب :

- وضع برنامج واضح ودقيق لتوزيع مياه الشرب بالتعاون مع الجماعات المحلية والمتعاملين المعنيين بناء على الموارد المائية المتوفرة، بما يسمح بتقديم خدمة منتظمة ومنصفة لجميع السكان.
- إجراء حملات منتظمة لمراقبة نوعية المياه.
- التدخل بالسرعة والفعالية المطلوبة لإزالة أي شكل من أشكال العرقل التي تتسبب في الانقطاع أو الاضطراب، مع ضمان آجال قصيرة لمعالجتها.

د / استكمال عملية نقل تسيير توفير المياه الصالحة للشرب من البلديات إلى «الجزائرية للمياه»:

- دمج البلديات المتبقية في خطة عمل مؤسسة «الجزائرية للمياه»، من أجل تحقيق الوحدة في تسيير المرفق العمومي للمياه، مع ضمان الدعم المالي المباشر لقطاع الموارد المائية لتطوير وإعادة تأهيل الشبكات.

ه / تحسين مستخدمي المياه:

- إشراك جمعيات المستهلكين في عملية تحسين السكان حول حماية الموارد المائية والاقتصاد في إستغلالها.



- ضعف إعادة استعمال المياه المصفاة مما يؤدي إلى الإفراط في استهلاك المياه الصالحة للشرب من قبل كبار المستهلكين.
- الاضطرابات المسجلة بشكل دوري في محطات تحلية مياه البحر (SDEM).
- العجز في قدرات تخزين المياه في بعض المناطق.
- تسجيل توقف مضخات المياه بسبب الانقطاع المتكرر للتيار الكهربائي، خاصة خلال فترة الصيف وذلك رغم التحسن الملحوظ في توفير الكهرباء للمحطات والمعدات المائية.
- التأخير في إنجاز المشاريع المسجلة ضمن البرامج المستعجلة.

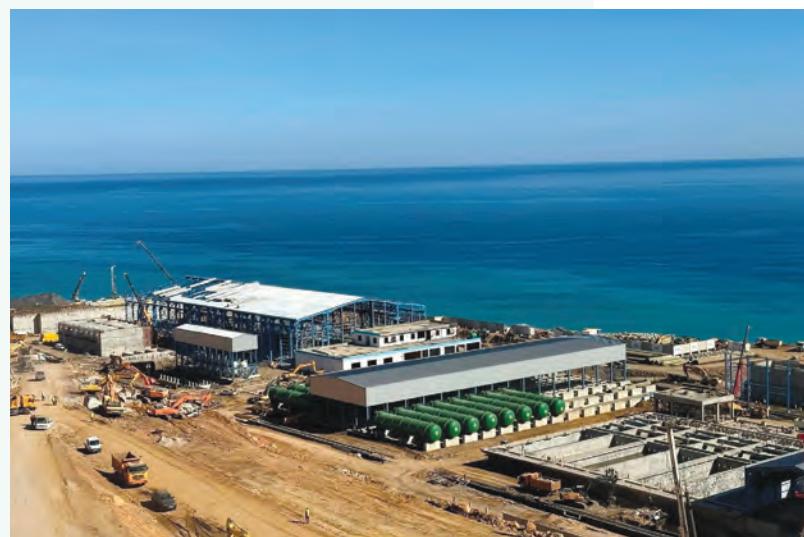
الأهداف :

- ضمان توفير مياه الصالحة للشرب بشكل مستدام ومنتظم ومنصف لجميع السكان مع ضمان مطابقتها بنسبة 100% مع متطلبات جودة المياه المخصصة للاستهلاك البشري.
- إعطاء الأولوية لتعبئة موارد المياه الدائمة والتكفل بتدابير الحماية وإعادة تكوين مخزونات المياه الجوفية.
- ترشيد استهلاك المياه.
- استخدام حلول مبتكرة لتعبئة الموارد من خلال اختيار أفضل و أ新颖 الحلول ذات الصلة مع تحسين الربط الشبكيات .
- ضمان التزويد بـالمياه (الشرب والري) إلى المناطق الريفية التي تعاني من الشح المائي (الجبال والسهوب) وتشجيع تسييرها المستدام.
- أخذ التدابير اللازمة لحماية المجتمعات المائية والأودية من التلوث والجفاف.
- وضع نموذج حديث و ناجع لحكومة المياه، مع ضمان ما يلي:
- رؤية وطنية للاحتياجات والإمكانيات على المدى الطويل، يتم تحيينها وتحسينها بانتظام.
- التزام جميع الأطراف الفاعلة، مدعوماً بإطار تنظيمي وتأطيري مناسب؛
- تمويل مبتكر وأكثر طموحاً.

محاور النقاش :

أ/ فيما يتعلق بتعبئة الموارد المائية:

- وضع استراتيجية لصالح تعبئة الموارد المائية من خلال تشجيع تحلية مياه البحر.
- الالتزام والإنجاز خلال الآجال المحددة لعمليات الاستثمار المدرجة في البرنامج الاستعجالي لتؤمن توفير إمدادات الشرب (جميع أنواع المنشآت).



الأمن المائي الإشكاليات:

- ندرة الموارد المائية بسبب الجفاف والإجهاد المائي الذي تعاني منه بلادنا منذ عدة سنوات، مع ما يترتب على ذلك من انخفاض احتياطي المياه السطحية، وترامك الطمي في السدود وانخفاض منسوب المياه الجوفية.
- تهالك شبكات مياه الشرب وعدم توفر وسائل التدخل مما يؤدي إلى هدر الموارد بالرغم من عمليات تجديد الشبكات وإصلاح التسربات.
- تفاقم ظاهرة الربط غير الشرعي بشبكات المياه (خاصة الربط بالأنباب الرئيسية)، مما يؤدي إلى انخفاض ملموس في كميات المياه الموزعة، فضلاً عن الانقطاعات المتولدة على الشبكات بسبب أعمال سرقة معدات الحفر الهيدروميكانيكية والكهربائية.
- التبذير والإستهلاك المفرط للمورد المائي، لا سيما بسبب:
 - تسعيرة المياه، خاصة بالنسبة لكتار المستهلكين (الصناعات، الفلاحون، الإدارات).
 - التسعيرة الجزافية على مستوى بعض البلديات التي لم يتم نقل تسخيرها بعد إلى «الجزائرية للمياه» (تأخير في عملية النقل - يوجد حالياً 407 بلديات موزعة على 35 ولاية، أين لا يزال تسخير الشبكات والمنشآت من اختصاص البلديات).



- تشجيع الصناعات التحويلية لاستيعاب فائض المنتجات الفلاحية مع إمكانية التوجه نحو تصديرها كمنتجات تامة الصنع.
- تطوير صناعة العتاد الفلاحي.
- وضع آليات لمتابعة أسعار المنتجات بدءاً من الفلاح وعلى كل مسار سلسلة التحويل والتوزيع وصولاً إلى المستهلك النهائي، بهدف ضمان متابعة مسار المنتجات الفلاحية ومراقبة أسعارها.
- تطوير الري وتوفير المياه في الفلاحة:
 - تنسيق وتجانس السياسات المائية/الفلاحية من خلال التخطيط المتزامن لعمليات التجهيز والفلاحة والمياه والطاقة والبيئة (تستهلك الفلاحة 70 % من المياه المنتجة).
 - مكافحة ظاهرة الاستغلال الجائر للمياه الجوفية، خاصة في مناطق الجنوب والهضاب العليا، وتشجيع أنماط الإستغلال الجماعية.
 - تشجيع تبني تقنيات الري الجديدة الموفقة للمياه (الزراعة المائية، أنظمة الري الذكية، التنقيط، الخ).
 - إضفاء المرونة على إجراءات رخص الحفر، في ظل احترام التنظيم ساري المفعول.
 - إنجاز التحويلات الكبرى للمياه المخصصة لري محاصيل الحبوب، خاصة في ولايات الهضاب العليا.



- ضمان الإنتاج الوطني في الصناعات التحويلية وخلق قيمة مضافة.
- دعم القطاع الفلاحي لمواجهة الشح في الموارد المائية وانتقال إلى فلاحة أكثر اقتصاداً.
- إشراك المناطق الريفية في ديناميكيات التنمية المستدامة والشاملة.

محاور النقاش :

- إيجاد حل مشكلة الأراضي الفلاحية و كذا الأطر القانونية لتحديد وحماية الملكية العقارية، وعلى وجه الخصوص:
- تطهير الملفات المتعلقة بالمستفيدين من الأراضي الفلاحية في إطار نظام الحصول على ملكية الأرضي الفلاحية (APFA).
- رفع العرائقيل وإيجاد الحلول الملائمة أمام تطبيق القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2022 الذي يحدد كيفيات و آجال مطابقة الأراضي التي تم استصلاحها.
- عصرنة واستغلال التكنولوجيات الحديثة للنهوض بالفلاحة والعامريفي، فضلا عن تنمية الإمكانيات الفلاحية الهائلة للبلاد، وزيادة مستويات الإنتاج.
- تحقيق الاكتفاء الذاتي في الإنتاجات الاستراتيجية على المدى القصير، لاسيما القمح الصلب والذرة الصفراء والشعير.
- ربط المستثمرات الفلاحية بشبكة الكهرباء.
- توسيع المساحات المنسقية من خلال تعليم استخدام شبكات الري المقتصدة للمياه واستغلال المياه السطحية من خلال إنشاء الأحواض والحواجز المائية.
- تنظيم الفروع الفلاحية الاستراتيجية (الحبوب و تربية الماشي و اللحوم و التفاح و غيرها).
- خلق بيئة ملائمة للجيل الجديد من المهندسين الزراعيين لتطوير المؤسسات الصغيرة والمتوسطة.
- منح قروض بنكية لفائدة الفلاحين لبناء غرف التبريد وتخزين المنتجات الفلاحية، وذلك لضمان استقرار السوق ومكافحة المضاربة.
- إيجاد حل لارتفاع أسعار اللحوم الحمراء والبيضاء.
- ضبط واستقرار سوق الماشية انطلاقا من فرع تغذية الماشية.
- الآليات الواجب وضعها لرقابة السوق وتحقيق الانسجام بين حماية الفلاحين والحفاظ على القدرة الشرائية للمستهلك.
- تعزيز الرقابة على نشاط المذابح المعتمدة وغير المعتمدة وأسواق الماشية ونقاط البيع.
- تشديد العقوبات للحد من ظاهرة ذبح النعاج والذبح العشوائي من خلال إعادة النظر في الإطار القانوني الذي يحكم هذا المجال.



الأمن الغذائي : الإشكاليات :

- مشكلة الأراضي الفلاحية: تثمين وتطهير الملفات المتعلقة بالمستفيدين من الأراضي الفلاحية في إطار نظام الحصول على ملكية الأراضي الفلاحية.
- الارتفاع في أسعار الحبوب والبقوليات في الأسواق العالمية.
- عدم إتقان المسار التقني لعملية الحرث والبذور.
- إحجام الفلاحين عن اكتتاب التأمين ضد الكوارث الطبيعية.
- عدم كفاية المحيطات المنسقية .
- عدم استقرار تموين الأسواق واضطراب أسعار اللحوم البيضاء.
- ارتفاع أسعار اللحوم الحمراء بسبب قلة قطاع الأغنام والأبقار.
- الاختلاف بين البيانات الإحصائية المتعلقة بإنتاج المنتجات الفلاحية واسعة الاستهلاك وأسعار هذه المنتجات في السوق.
- ضعف صناعة تحويل المنتجات الفلاحية.

الأهداف :

- عصرنة القطاع الفلاحي وتعزيز مساهمته في الاقتصاد الوطني
- تطوير ودعم محيطات فلاحية فعالة تقنياً واقتصادياً واجتماعياً وبيئياً
- تحسين البيئة الاقتصادية والمؤسسية للمحيطات الفلاحية وتعزيز اندماجها في سلاسل القيمة .
- الحد من تعرض الأمن الغذائي لتقلبات الأسواق الخارجية.
- زيادة قدرات التخزين وتطوير البنية التحتية اللوجستية لتسهيل نقل المنتجات الفلاحية.
- استصلاح مليون هكتار من المحيطات المنسقية خاصة بالجنوب بحلول عام 2027.
- توسيع مساحات إنتاج المحاصيل الإستراتيجية مثل القمح الصلب و الذرة و نباتات البذور الزيتية.

الورشة 02

الأمن الغذائي و المائي التحديات الرئيسية لاستراتيجية التنمية





- إدماج المعايير الاجتماعية والبيئية في توزيع الإعانات وبرامج التنمية.
- اختيار أسلوب متعدد لتسهيل الأملك العقارية و المنقوله للجماعات المحلية، يقوم على ترشيد النفقات وتحسين الإيرادات.
- الاستغلال الاقتصادي للفضاء العمومي.
- تحسين تحصيل الضرائب والإتاوات المستحقة للجماعات المحلية.
- الاستغلال، على مستوى الولاية، للموارد المالية التابعة لمختلف الهياكل القطاعية (و التي يمكن أن يكون فيها لولي وظيفة آخر بالصرف ثانوي/عدم تركيز).
- الحصول على القروض، خاصة لتمويل المشاريع التحفيزية للتنمية الاقتصادية المحلية.
- تفويض التسيير لبعض المرافق العمومية (الأسواق الجوارية، الطرق، صيانة المباني، إلخ) من خلال الشراكة مع القطاع الخاص و منظمات المجتمع المدني.
- تحفيز و دعم التضامن فيما بين الجماعات المحلية.



- توسيع مصادر التمويل للجماعات المحلية لتمكينها من ضمان تتميزها و الاستجابة بفعالية لتوقعات المواطنين.

محاور النقاش

- إرساء آلية جديدة متناسقة لتنفيذ برامج التنمية المحلية تحت رعاية الولاة، لا سيما من خلال:

- تعزيز دور الوالي والتحديد المباشر و الواضح لدوره كمشرف و صانع قرار فيما يخص عمليات الاستثمار العمومي للدولة المنفذة في إقليم اختصاصه،
- التحديد الدقيق للعلاقة بين مختلف المسؤولين في الميزانية-البرنامج، لا سيما بين الولاة و المسؤولين عن البرامج و الحقائب.
- تعزيز متابعة تنفيذ المشاريع الاستثمارية العمومية من أجل رفع فاعليتها و بالتالي الاستجابة للانشغالات المحلية.
- تطوير نظام تسيير ميزانياتي مدمج يسمح لمختلف الأطراف المعنية بالعمليات الميزانية بتبادل المعطيات والحصول في أي وقت على جدول واحد للميزانيات و الالتزامات و النفقات على كافة المستويات.

- تعزيز التخطيط لأجل صياغة برامج التنمية بما يسمح بترقية اختيارات مناسبة ودقيقة للسياسات الاقتصادية والاجتماعية المحلية، لا سيما من خلال:

- وضع آليات لتوحيد الجهود على المستوى المحلي وضمان انسجام وتعبئة جميع الموارد بهدف تحسين فعالية سير الجهاز التنفيذي الخاضع لسلطة الوالي وضمان تلبية احتياجات السكان و تحقيق أكثر فعالية عند تنفيذ البرنامج و المشاريع الحكومية و مرافق الاستثمار الاقتصادي.
- تنشيط وتدعم البلديات أثناء إعداد مخططات التنمية الاجتماعية والاقتصادية البلدية.
- إعداد خطة تنمية الولاية بما يتماشى مع مخططات التنمية البلدية و مخططات و برمج عدم التركيز للدولة.
- تعزيز تكوين الفاعلين المحليين في مجال تخطيط الميزانية و تنفيذها.

- تعزيز إصلاح المالية المحلية من أجل تمكين الجماعات المحلية من ضمان جزء من استقلالها المالي من خلال:

- وضع آليات لتصحيح تركيز الموارد المالية في المناطق الحضرية على حساب المناطق الريفية أو المجاورة.



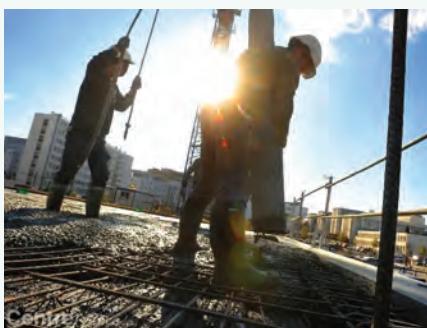
- الغموض في صلاحيات المسؤولين عن البرامج.
- أدى التسيير بالوثائق الجديدة للتسيير الميزانياتي إلى تأخير هائل في إنجاز المشاريع بعنوان سنتي 2023 و 2024.

ب. العرائيل على المستوى المحلي:

- تقليص دور الوالي في مرحلة اختيار و تسجيل المشاريع الاستثمارية: يتم تسجيل المشاريع مباشرة ضمن الحقائب الوزارية و توزيعها على البرامج التي يسيرها المدراء التنفيذيين على المستوى المحلي.
- مركبة التسيير: متابعة إنجاز المشاريع من اختصاص المسؤولين عن البرامج على المستوى المركزي مع تفويض مباشر للمدراء التنفيذيين، دون استشارة الوالي. سحب صلاحيات الوالي فيما يتعلق بالمخططات البلدية للتنمية سابقا و وضعها تحت تصرف المسؤول عن نشاط عدم التركيز.
- تفويض للمديرين التنفيذيين مراقبة تنفيذ بعض المشاريع الاستراتيجية التي تتجاوز صلاحياتهم و القدرات البشرية لمصالحهم.
- أي تغيير في الوثائق الميزانية الخاصة بنشاطات عدم التركيز، نتيجة لطلب اعتمادات إضافية أو تحويل مناصب، يتطلب الرجوع إلى الإدارة المركزية و تغيير العديد من الوثائق الميزانية التي تتطلب بدورها الخضوع للمراقبة الميزانية، مما يؤدي إلى ضياع كبير في الوقت و تعطيل المشاريع.

الأهداف

- تعزيز دور الولاة في عملية التنسيق على ضوء الإطار المالي الجديد الذي أدرجه القانون العضوي رقم 15-18 المؤرخ في 2 سبتمبر 2018 و المتعلق بقوانين المالية، المعدل و المتمم.
- التوجه نحو التخطيط الحقيقي للتنمية المحلية بإحداث القطيعة مع الممارسات السابقة للبرامج التنموية القائمة على مبدأ التمويل .
- التعبئة الفعالة للآليات المالية والميزانية لضمان تنمية اجتماعية واقتصادية محلية متوازنة ومستدامة.
- وضع جودة حياة المواطن و الإنفاق الاجتماعي و الحد من الفوارق في مركز الاهتمام عند التخطيط لبرامج التنمية.



الإشكاليات

أدرج القانون العضوي رقم 15-18 المؤرخ في 2 سبتمبر سنة 2018 و المتعلق بقوانين المالية، المعدل و المتمم، نموذج تسيير قائم على النتائج بدلا من الموارد المادية و البشرية التي يتم وضعها حيز التنفيذ. ومع ذلك، فقد تم مواجهة عدة عراقيل على المستويين المركزي و المحلي، و هي:

أ. العراقيل على المستوى المركزي:

- غياب نظام معلومات ميزانياتي مدمج (SIGB)، مما يستدعي إعداد و تعديل جميع الوثائق الميزانية يدوياً في كل عملية تحويل أو إعادة تخصيص الاعتمادات أو تحويل بنود الميزانية.
- الخلط بين دور المسؤول عن الوظيفة المالية، و المسؤول عن البرنامج، و المسؤول عن النشاط و الأمر بالصرف (توقيع العقود، إعداد الوثائق التعاقدية و الخدمة المؤداة و متابعة التنفيذ).
- عادة ما لا يتتوفر لدى المسؤولون عن النشاطات المكلفوون بتنفيذ ميزانياتهم، على إطاراً متخصصاً في مجالات الميزانية والمحاسبة و الصفقات العمومية.
- غياب نظام معلومات مركزي لتسيير الميزانية يسمح بالتنسيق القطاعي.
- الحجم الكبير للنصوص التنظيمية و المناشير و المذكرات الصادرة عن وزارة المالية بخصوص تنفيذ الميزانية-البرنامج، مما يصعب عملية المراقبة والفهم و التنفيذ.
- العدد الهائل للوثائق الميزانية الجديدة.

يتولى المسؤول عن النشاط تنفيذ الأهداف المسطّرة دون أن تكون له صفة الأمر بالصرف.

الورشة 01

الآليات المالية والمعيازانية لتحقيق
تنمية اجتماعية واقتصادية محلية
متوازنة ومستدامة





الظهيرة : الانتقال إلى المركز الدولي للمؤتمرات (CIC)

انطلاق الورشات : 15.30

- الورشة الأولى: الآليات المالية والميزانية لتحقيق تنمية اجتماعية واقتصادية محلية متوازنة ومستدامة
- الورشة الثانية: الأمن الغذائي والمائي التحديات الرئيسية لاستراتيجية التنمية
- الورشة الثالثة: الاقتصاد المحلي: التحديات لخلق الثروة وفرص الشغل.
- الورشة الرابعة: الرقمنة وعصرنة الخدمات العمومية الجوارية من أجل كفاءة أحسن للنشاط العمومي في خدمة المواطن
- الورشة الخامسة: التخطيط و التسيير العمراني المستدام للمدينة: لضمان بيئة حياة ذات جودة لفائدة المواطنين

اليوم الثاني : 25 ديسمبر 2024

الصباح: المركز الدولي للمؤتمرات (CIC)

استمرار أعمال الورشات والانتهاء من إعداد التقارير : 13.00-08.00

استراحة غداء : 14.00-13.00

الظهيرة: الانتقال إلى قصر الأمم، نادي الصنوبر

الاستئناف الرسمي للأشغال في جلسة عامة: مراسم الاختتام

جمع وقراءة التوصيات المنشقة عن أشغال الورشات : 14.30-15.30

كلمة ختامية للسيد الوزير الأول : 15.30

البرنامج

اليوم الأول: 24 ديسمبر 2024

الصباح: قصر الأمم - نادي الصنوبر

استقبال وتسجيل المشاركين	: 10.00 – 07.00
مراسم الافتتاح الرسمية للأشغال	: 11.00
تلاوة آيات من القرآن الكريم	: 11.00
النشيد الوطني	: 11.10
كلمة افتتاحية للسيد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية	: 11.15
خطاب السيد رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون	: 11.30
مداخلات السادة الوزراء (10 دقائق)	: 13.00
مداخلة السيد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، إبراهيم مراد	: 13.10-13.00
مداخلة السيد وزير الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري يوسف شرفه	: 13.20-13.10
مداخلة السيد وزير التجارة الداخلية بضبط السوق الوطنية، الطيب زيتوني	: 13.30-13.20
مداخلة السيد وزير الري، طه دربال	: 13.40-13.30
مداخلة السيدة المحافظة السامية للرقمية، مريم بن مولود	: 13.50-13.40
مداخلة السيد المدير العام للوكلة الجزائرية لترقية للإستثمار. عمر ركاش .	: 14.00-13.50
استراحة	: 15.30-14.00



الورشة الأولى :

الآليات المالية والميزانية لتحقيق تنمية اجتماعية واقتصادية محلية متوازنة ومستدامة

الورشة الثانية :

الأمن الغذائي والمعاني التحديات الرئيسية لاستراتيجية التنمية.

الورشة الثالثة :

الاقتصاد المحلي : التحديات لخلق الثروة وفرص الشغل.

الورشة الرابعة :

**الرقمنة وعصرنة الخدمات العمومية الجوارية :
من أجل كفاءة أحسن للنشاط العمومي في خدمة المواطن**

الورشة الخامسة :

**التخطيط والتسخير العمراني المستدام للمدينة :
لضمان بيئة حياة ذات جودة لفائدة المواطنين**



- تعزيز الجهاز الإداري المحلي ليكون أداة محورية لتنفيذ جزء كبير من الورشات، بالتعاون مع الفاعلين الآخرين.
- ترسیخ ثقافة التخطيط لإعداد برامج التنمية المحلية وتحديث أدوات تنفيذها بهدف تحقيق الانسجام والتكامل بين المستوى المحلي والمركزي وتنظيم عملية التقييم.
- تعزيز صلاحيات الولاة للإشراف على نشاط مصالح عدم التركيز، مع ضمان تناسب وتنافر الإجراءات؛
- رقمنة أدوات الحكومة للتخلص من الأعباء البيروقراطية، وضمان فعالية أكبر للنشاط العمومي.
- تكريس ديمقراطية تشاركية تعطي الأولوية لإشراك المجتمع المدني باعتباره فاعلاً رئيسيًا في نظام الحكومة الإقليمية القائمة على منطق البناء المشترك والإعداد المشترك والتنفيذ المشترك للنشاط العمومي.
- مد جسور عمل تعاوني مثمر بين السلطات المحلية ومصالح وسيط الجمهورية والمرصد الوطني للمجتمع المدني والمجلس الأعلى للشباب، بما يخدم رفاهية المواطن.

الرهانات الاجتماعية :

- مواصلة المشاريع الإستثمارية بهدف تقليل الفوارق في مجال التنمية بين المناطق وحتى بين الولايات؛
- ضمان العدالة في الوصول إلى الخدمات والمرافق الأساسية (السكن، الصرف الصحي، الماء الشرب، الكهرباء، الغاز، الاتصالات، الصحة، التعليم، التكوين، النقل، الرياضة، الترفيه،...);
- دعم الفئات الهشة.

3 / الورشات والمحاور المقترحة

سيتم تنظيم ورشات تفاعلية تجمع مختلف المشاركين، بشكل مستمر طوال فترة هذا اللقاء، بهدف الخروج بسلسلة من التوصيات العملية التي من شأنها تحويل رؤية السلطات العمومية إلى إجراءات ملموسة لتحقيق التنمية في مختلف القطاعات.



الرهانات الاقتصادية:



● دعم المبادرات المحلية القادرة على تحرير جميع الإمكانيات التي تمتلكها الأقاليم، مما يسهم في ظهور المؤسسات الصغيرة والمتوسطة والمؤسسات الناشئة، وجذب الاستثمارات التي تخلق مناصب الشغل والثروة، في مختلف المجالات (الزراعة، السياحة، الصناعة، الخدمات، الرقمنة).

- التجسيد الفعلي للمشاريع الهيكلية والإستراتيجية المبرمجة.
- ترقية الأنشطة الاقتصادية الإنتاجية التي تتماشى مع خصوصيات الأقاليم.
- مرافقة الاستثمارات المسجلة و العمل على تحويلها إلى مشاريع ملموسة.
- خلق مناصب الشغل، خاصة في المجال الاقتصادي.
- التحلي بمبادرة والجرأة لتسريع وتيرة الإنجازات، بما يسهم في تحقيق الأمن الطاقوي والغذائي والمائي.



رهانات الحكومة:

- تحقيق التقارب بين جهود الفاعلين المركزيين والمحليين من أجل إزالة العوائق التي لا تزال تؤثر على التنمية المحلية وإنعاش الاستثمارات واستكمال المشاريع الهيكلية وآليات التمويل.



2- الأهداف والرهانات



سيتم خلال هذا اللقاء بين الحكومة والولاية دراسة ومناقشة السبل الواجب اتباعها والوسائل التي ينبغي تعبيتها قصد التنفيذ الصارم والفعال للالتزامات التي تعهد بها السيد رئيس الجمهورية، والتي تتعلق بمختلف جوانب الحياة الاجتماعية والاقتصادية للبلاد.

سيسعى مختلف الأطراف المعنية إلى الخروج ببرنامج قادر على ضمان استمرار ديناميكية التنمية الاجتماعية والاقتصادية على المستويين الوطني والم المحلي، من خلال التركيز بشكل خاص على تحليل عميق للعراقيل التي قمت مواجهتها أثناء تنفيذ مختلف الورشات المفتوحة، وأيضا بطريقة أكثر استشرافاً من خلال التركيز على التحديات والآفاق بهدف الاستجابة بكفاءة وإنصاف لاحتياجات السكان، وتحديد معالم الجزائر المنتصرة التي تطمح إلى أن تصبح دولة نامية على المدى القصير.

يجب أن يكون لخارطة الطريق هذه تأثير تحفيزي ثلاثي الأبعاد، إذ أنها أولاً ستكشف عن العراقيل والاختلالات، ثم ستشكل مجالاً مثالياً لتقديم اقتراحات ملموسة تهدف إلى إزالة العراقيل على المستويين الوطني والم المحلي، وأخيراً ستعمل على توضيح مسؤوليات مختلف الفاعلين من أجل العمل والتفاعل على مختلف مستويات الحكومة.

يتعلق الأمر بالخروج عن المألوف ومعالجة نقاط الاختلاف ومجالات التحسين بسرعة وشفافية لا سيما ما تعلق بالرهانات التالية:

- اقتصاد منتج ومتنوع يخلق القيمة و فرص عمل ذات جودة.
- رأسمال بشري معزز و مهياً بشكل أفضل لمواجهة تحديات المستقبل.
- فرص لإدماج الجميع وربط اجتماعي موحد نحو أقاليم مستدامة وقادرة على الصمود، تكون بمثابة قاعدة أساسية للتنمية.

تتجلى هذه الرهانات فيما يأتي:



1/ تمهيد

يعقد هذا اللقاء بين الحكومة والولاية في سياق خاص يتسم بتنصيب رئيس الجمهورية لعهدة ثانية، عهدة «التحديات الكبرى للبلاد»، كونها تحمل في طياتها رؤية الجزائر المنتصرة، المزدهرة والديناميكية.

الجزائر الجديدة، التي نجحت خلال السنوات الخمس الماضية، في إطلاق عملية انتقال سياسية واجتماعية واقتصادية متناغمة، واجتازت بهذا الإنجاز مراحلًا بارزة في مسيرة تنمية البلاد، وترسيخ ركائز الإنعاش الاقتصادي من خلال مشاريع استراتيجية أصبحت اليوم واقعاً ملماً.

في الوقت الحاضر، من واجبنا أن نواصل السير على نهج الاستثمارية وتشمين المكتسبات الملمسة والراسخة التي تحققت في السنوات الأخيرة، بالإضافة إلى مواجهة التحديات الاقتصادية والاجتماعية الجديدة التي تستدعي تبعية كافة الطاقات لمواصلة مسار الإصلاحات الاقتصادية والاجتماعية، من أجل ضمان مستقبل أفضل للوطن.

في ذات السياق، يجدر التذكير بأن السيد رئيس الجمهورية أكد، من خلال التزاماته، على ضرورة إصلاح شامل للتسخير المحلي، وجعل المواطن شريكاً فاعلاً في إدارة الشؤون العامة، وضمان توفير إطار حياة ذي جودة، بالإضافة إلى تعزيز الدور الاقتصادي للجماعات المحلية والقضاء بشكل نهائي على الفوارق التنموية.

انطلاقاً من هذا المبدأ، تجد الجماعات المحلية نفسها في مواجهة رهانات وتحديات جسيمة، وهي مدعوة إلى تبني موقف مسؤول وملتزم بما يضمن توقعها ضمن مسار مستقر يتيح التخطيط المستقبلي مزدهر للأقاليم، من خلال إرساء مقومات تنمية مستدامة و منصفة.

وكون أن الأقاليم تشكل الحاضن الأساسي لنشاط السلطات العمومية في مجال التنمية الاجتماعية والاقتصادية، فمن الجلي أن انعقاد اجتماع رفيع المستوى يضم الحكومة والولاية يعد خطوة بالغة الأهمية في مسار تجسيد هذه التطلعات. كما يمثل هذا الاجتماع فضاءً مثالياً للتشاور والتنسيق، بغية تحقيق الأهداف الواردة في خارطة الطريق التي وضعها رئيس الجمهورية لعهده الثانية.



interieur. gov.dz



الجمهوريّة الجزائريّة الديموقراطيّة الشعبيّة

تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون

وزارة الداخلية و الجماعات المحلية و التهيئة العمرانية

تزن ظم

لقاء الحكومة مع الولاة



2 0 2 4

الجماعات المحلية

قاطرة التسمية الوطنية



• قصر الأمم نادي الصنوبر - الجزائر . 24 < 25 . دیسمبر 2024